

**Christine LAGARDE**

ministre de l'Économie,  
de l'Industrie et de l'Emploi

**Eric WOERTH**

ministre du Budget,  
des Comptes publics,  
de la Fonction publique  
et de la Réforme de l'État

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

2010

PROJET DE LOI DE FINANCES  
RECTIFICATIVE POUR 2010  
**INVESTISSEMENTS D'AVENIR**

20 janvier 2010

## Premiers résultats de l'exécution budgétaire en 2009

- Un déficit budgétaire de 138 Md€ en 2009
- Un déficit en augmentation de plus de 80 Md€ par rapport à 2008
  - l'impact de la crise sur l'évolution des recettes
  - la mise en œuvre du plan de relance de l'économie
- Une amélioration du déficit budgétaire de 3 Md€ par rapport aux dernières prévisions
  - de moindres dépenses (-1 Md€) : -800 M€ sur la relance ; -250 M€ sur les dépenses courantes
  - de meilleures rentrées fiscales enregistrées en fin d'année (+2,5 Md€)

## Points marquants de l'exécution budgétaire en 2009

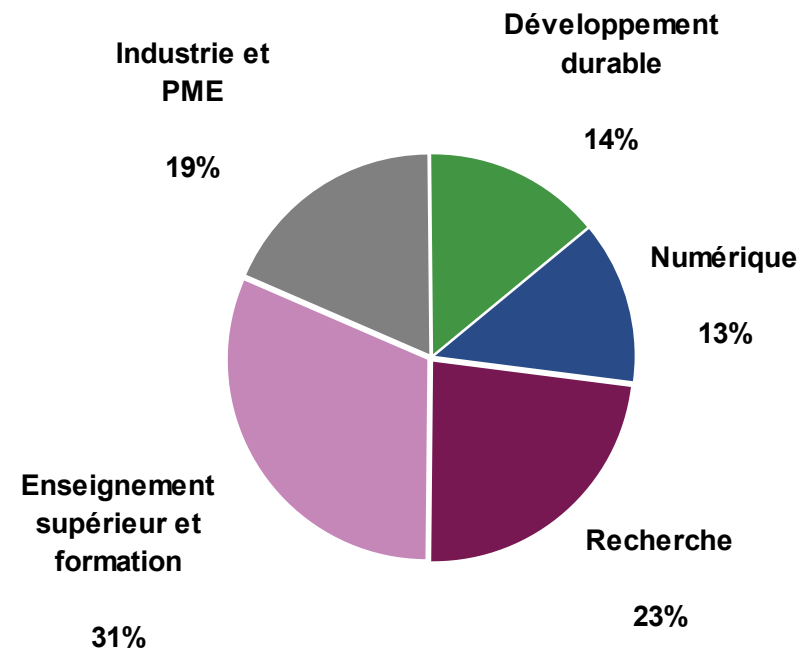
- Le maintien du cap de la maîtrise des dépenses courantes
  - une baisse de 0,2 % en euros courants par rapport à 2008 [avant remboursement de 2 Md€ de dettes anciennement constituées auprès des organismes de sécurité sociale]
- Un coût budgétaire du plan de relance légèrement inférieur
  - ~37 Md€ contre une prévision de 38,6 Md€ à l'automne
- Une amélioration des recettes fiscales de 2,5 Md€ [soit 3,7 Md€ hors remboursement EDF]
  - un redressement concentré sur l'IS [+1,9 Md€] et sur la TVA [+1,5 Md€]

## Un déficit public 2009 marqué par la crise en légère amélioration par rapport à la LFI

- Déficit prévu en septembre = **-8,2** points de PIB
    - une économie de **2 Md€** sur les dépenses courantes déjà prise en compte dans le collectif de décembre
    - un solde budgétaire amélioré de **3 Md€** par rapport au collectif de décembre
    - une révision à la hausse de **1,5 Md€** de la prévision de recettes sociales liée à une meilleure tenue de masse salariale
- = un déficit réduit de **0,3** point (6 Md€)
- = nouvelle prévision de déficit public = **-7,9** points de PIB

## Financement des investissements d'avenir

- Des priorités stratégiques ciblées
  - enseignement supérieur et formation (11 Md€)
  - recherche (8 Md€)
  - filières industrielles et PME (6,5 Md€)
  - développement durable (5 Md€)
  - numérique (4,5 Md€)



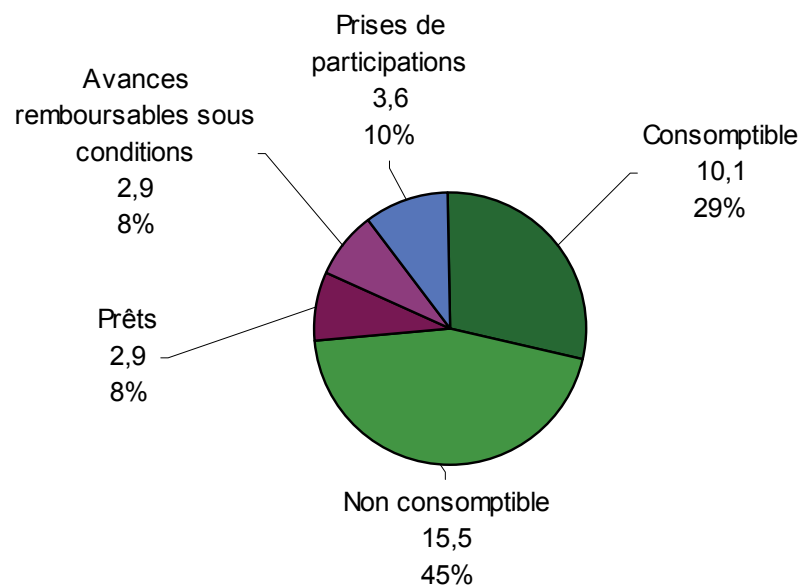
## Financement des investissements d'avenir

- Une ouverture en bloc de 35 Md€ de crédits
  - Une architecture budgétaire spécifique
    - création de 14 programmes spécifiques au sein des missions existantes
  - Une gouvernance exceptionnelle
    - des conventionnements spécifiques mis en place avec les organismes
    - la nomination d'un commissaire général à l'investissement et la création d'un comité de surveillance
  - La compensation de la charge d'intérêt de l'emprunt national
    - 500 M€ de crédits annulés en dehors de la réserve de précaution pour financer le coût de la charge d'intérêt de l'emprunt (22 Md€, en complément du remboursement de 13 Md€ par les banques)
- Un impact limité de 2 à 2,5 Md€ sur le déficit public en 2010 [ $\sim 0,1\%$  du PIB]
- caractère non maastrichtien d'une majorité des investissements d'avenir
  - un décaissement étalé dans le temps des subventions

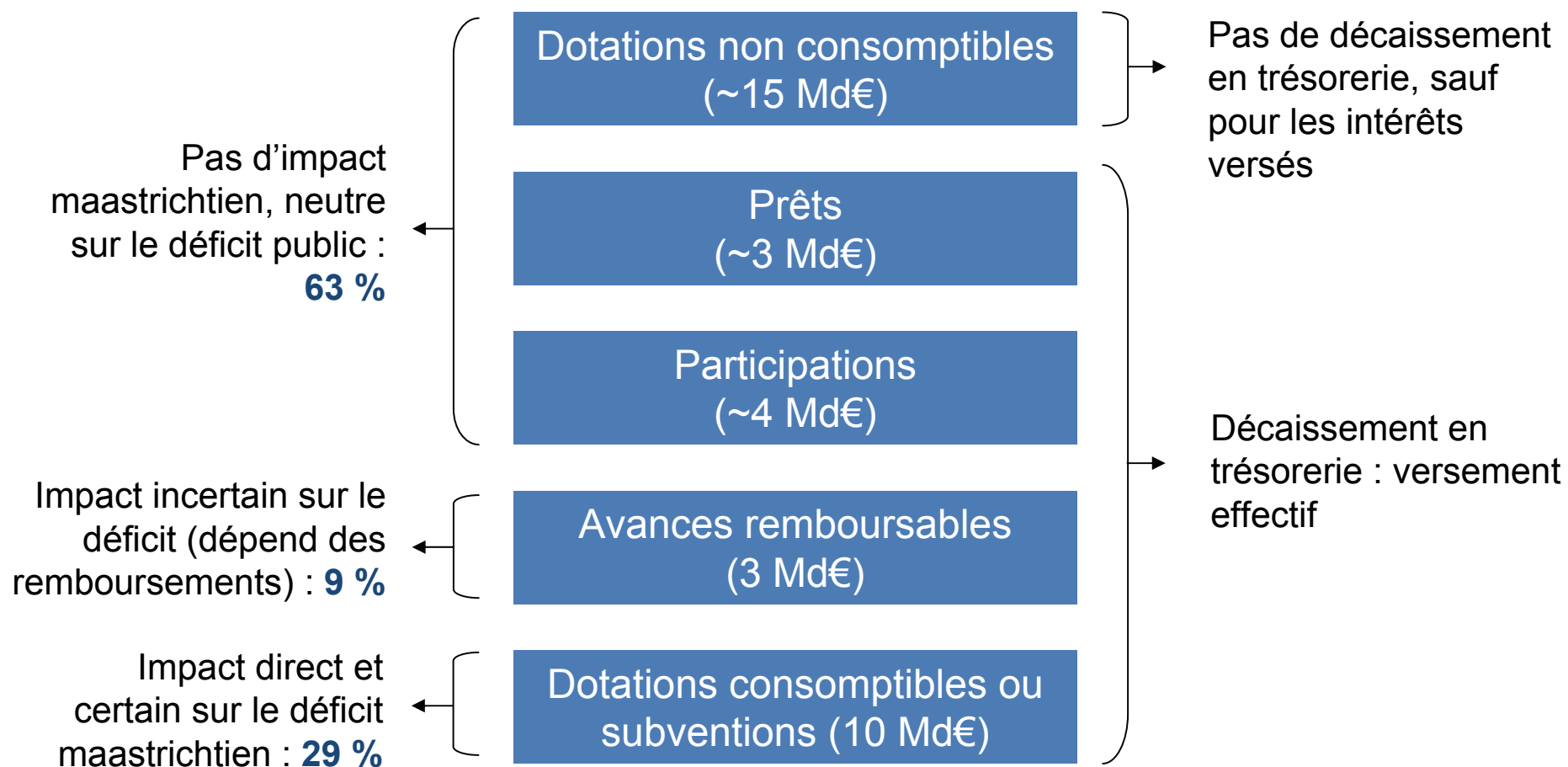
## Financement des investissements d'avenir

- Une répartition équilibrée qui permet la constitution d'actifs
  - dotations non consommables (~15 Md€)
  - prêts (~3 Md€)
  - participations (~4 Md€)
  - avances remboursables (3 Md€)
  - dotations consommables ou subventions (~10 Md€)

Répartition des crédits par type (en Md€ et en %)

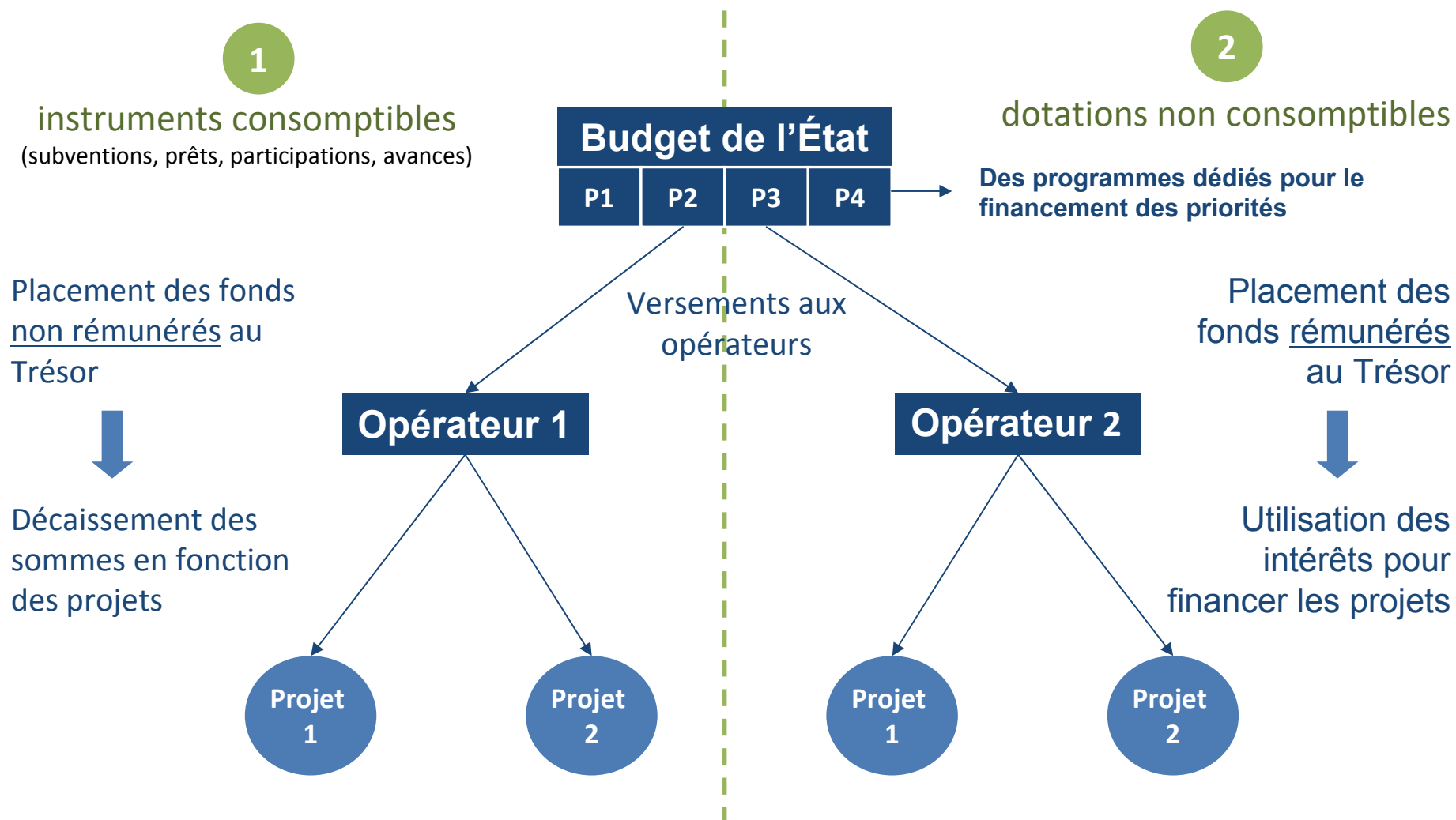


## Financement des investissements d'avenir





## Circuits de financement



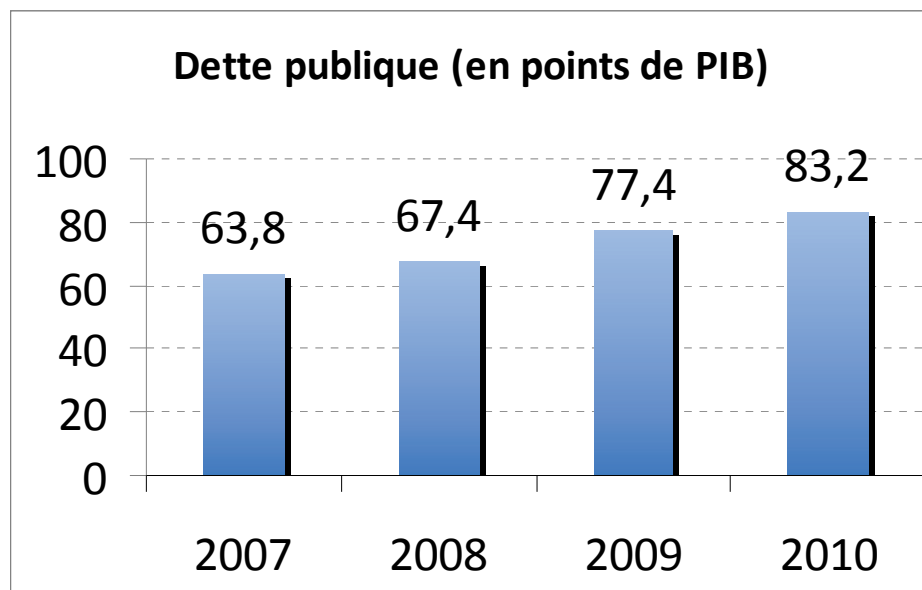
## Les autres dispositions du collectif

- La réactualisation des prévisions de recettes
    - +2,1 Md€ sur les recettes fiscales
      - censure du Conseil constitutionnel (-2,2 Md€) ;
      - exécution budgétaire en 2009 et révision de la prévision de croissance en 2010 (+3,6 Md€)
      - régularisation des évadés fiscaux (+700 M€)
    - +1 Md€ sur les recettes non fiscales
  - La réforme des allègements de charges sociales TO-DE dans le secteur agricole
    - coût de la mesure (168 M€) compensé par des annulations de crédits
- Un déficit budgétaire de 149,2 Md€ prévu en 2010 [+31,9 Md€ par rapport à la LFI]
- 35 Md€ de crédits ouverts pour financer les investissements d'avenir
  - des recettes revues en hausse de +3,1 Md€

## Déficit public prévu en 2010

- Déficit prévu en LFI = - 8,5 points de PIB
    - prise en compte des dernières information connues sur 2009 : **+0,2 point**
      - impact de 4 Md€ sur l'évaluation des recettes fiscales et sociales 2010 (« effet base »)
    - impact des dépenses d'avenir et de la décision du Conseil constitutionnel : **-0,2 point**
      - dépenses d'avenir : entre 2 et 2,5 Md€
      - décisions du Conseil constitutionnel : 1,5 Md€, sous l'hypothèse de la mise en œuvre de la taxe carbone à mi-année
    - révision des hypothèses de croissance pour 2010 : **+0,3 point**
      - croissance : +1,4 % au lieu de +0,75 %
      - amélioration des recettes fiscales (principalement TVA) et sociales (cotisations sociales et CSG)
- = Nouvelle prévision de déficit public = -8,2 points de PIB

## Dette publique en 2010



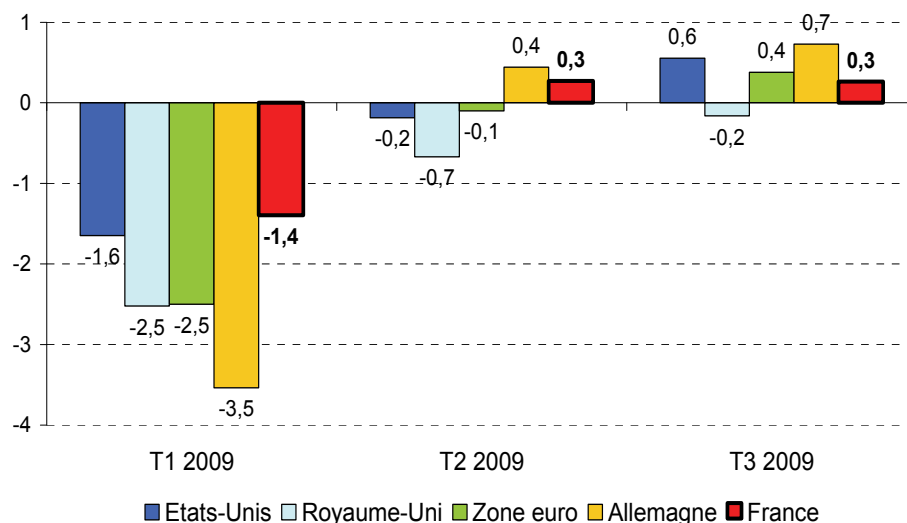
**Dette publique 2010 = 83,2 % de PIB**

→ En amélioration de 0,8 point par rapport à la LFI :

- 0,4 point de PIB lié à l'amélioration des perspectives de croissance pour 2010
- baisse de l'endettement public pour 0,4 point de PIB
  - effet mécanique de la baisse des déficits publics 2009 et 2010 pour 0,6 point de PIB
  - en sens inverse, incidence du financement des dépenses d'avenir sur la dette publique (pour environ 0,2 point de PIB)

## Fin 2009 : une reprise progressive de l'activité mondiale

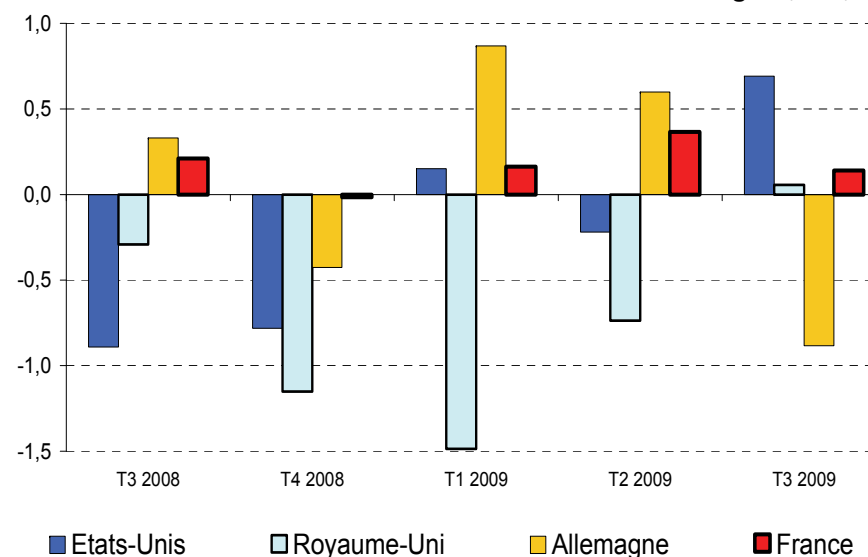
Taux de croissance trimestriel du PIB (en %)



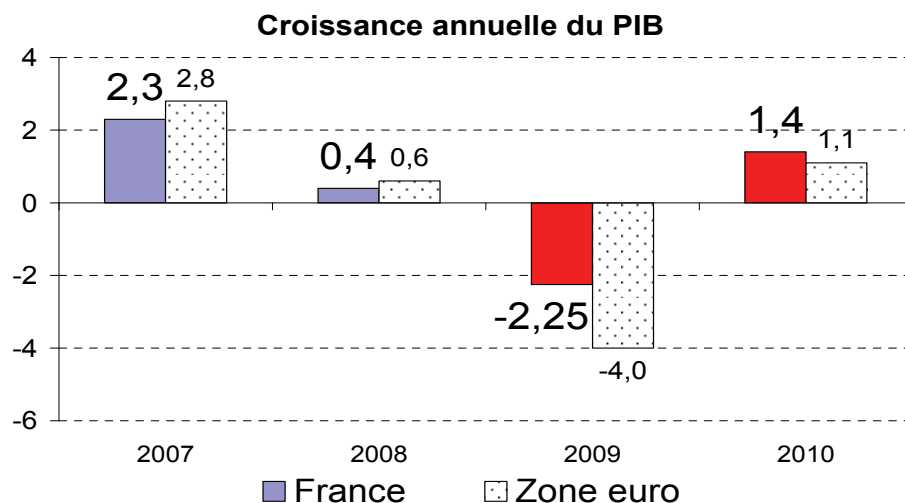
La consommation des ménages ne s'est jamais repliée en France depuis la crise.

Une sortie de récession généralisée, mais la France en est sortie plus tôt et la récession y a été moins intense.

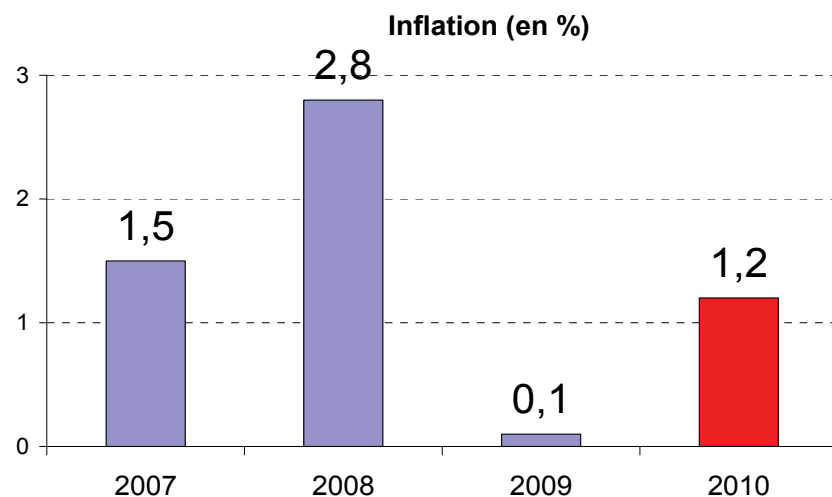
Variation trimestrielle de la consommation des ménages (en %)



## Principales prévisions pour 2010 (1/2)



- La **croissance du PIB en 2010** est revue en hausse par rapport au PLF initial, elle devrait atteindre **+1,4 %**.



- Retour à des niveaux normaux et modérés de **l'inflation** après la stagnation des prix en 2009 : **+1,2 % en 2010**.
- [Brent 77\$; 1€=1,48\$].*

## Principales prévisions pour 2010 (2/2)

### Marché du travail :

- **Emploi salarié total (y c. emplois aidés) en 2009:** -373 000 ; dans le secteur marchand: - 453 000 *(révision dans un sens favorable par rapport au PLFI).*
- **Emploi salarié total (y c. emplois aidés) en 2010:** -71 000 ; dans le secteur marchand: - 120 000 *(révision dans un sens favorable par rapport au PLFI).*

### Taux de prélèvements obligatoires : stable à 41 % du PIB en 2010 :

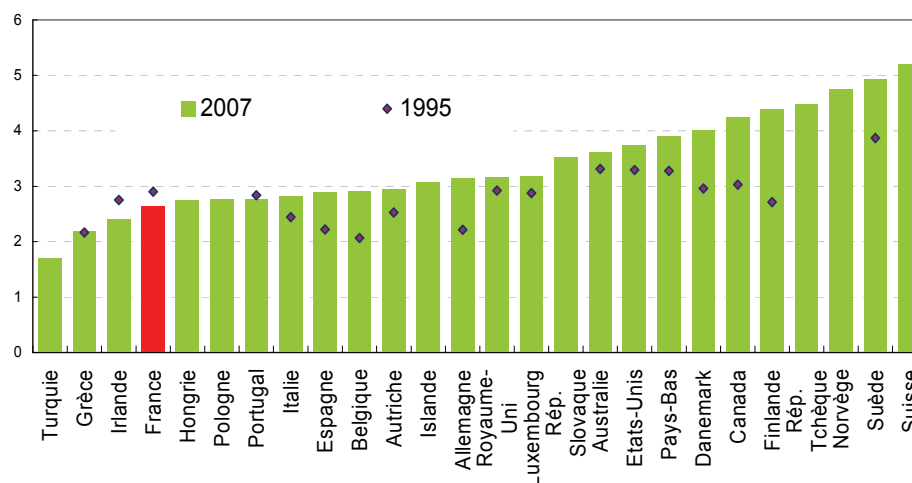
- La suppression de la taxe professionnelle et la prolongation du remboursement accéléré des créances au titre du crédit d'impôt recherche compenseraient l'extinction progressive en 2010 des mesures fiscales de relance prises à titre temporaire en 2009.
- Pas de hausses d'impôts qui briseraient la croissance.



## Emprunt national : investir pour augmenter la croissance à long terme (1/2)

Part dans l'emploi total des NTIC

(au sens strict) (source: OCDE)



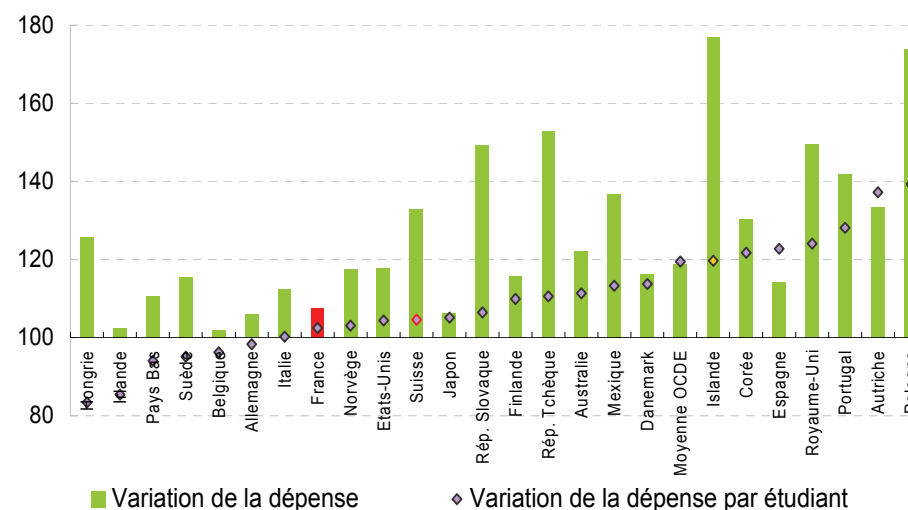
La France est en retard en matière  
d'enseignement supérieur alors qu'il  
s'agit d'un avantage compétitif décisif.

Continuité avec la réforme sur  
l'autonomie des universités.

Le tournant de la révolution  
technologique n'a pas été pris  
assez vite en France.

Variation de la dépense réelle dans l'enseignement  
supérieur sur 2000-2005

Année 2000 = 100. Source: OCDE.

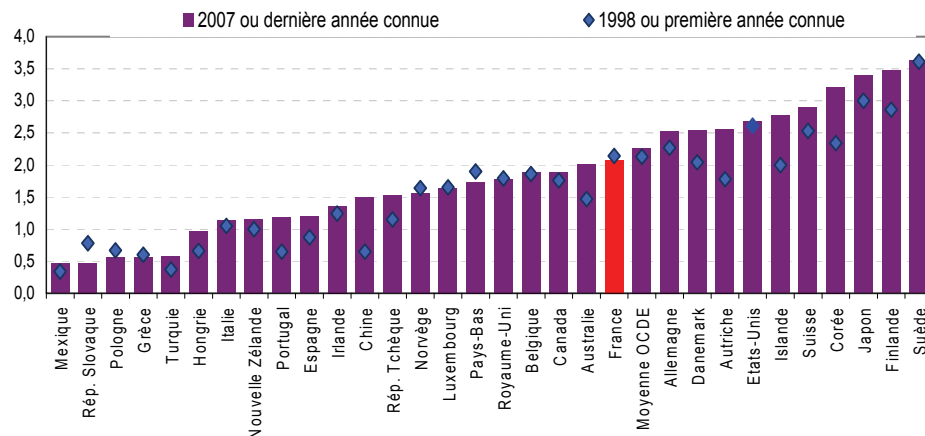




## Emprunt national : investir pour augmenter la croissance à long terme (2/2)

### Dépense intérieure brute en R&D

En % du PIB. Source: OCDE.



La France doit **renforcer son effort**  
en matière de R&D.

Continuité avec la réforme du CIR.

Au total, les dépenses financées par l'emprunt national  
augmenteraient la croissance de **près de +0,3 % de PIB par an**  
sur la décennie.

Grâce au surcroît de croissance et donc de recettes à long terme,  
l'emprunt national s'autofinancera à l'horizon d'environ 11 ans.

## Taxe sur les bonus

### Les objectifs : une taxe...

... **pour renforcer la sécurité des déposants** : les ressources levées seront en priorité (270 M€) versées au fonds de garantie des dépôts qui assure une mission de service public.

### Les paramètres de la taxe :

- **Une taxe exceptionnelle sur les bonus versés en 2010 au titre de l'exercice 2009** : les banques n'auraient pas réalisé les bénéfices des derniers mois sans les concours des États.
- **Rendement de 360 M€ dont 270 M€ affectés au fonds de garantie des dépôts.**
- **La taxe au taux de 50 % sera acquittée par les banques pour les bonus d'un montant supérieur à 27 500€ y c. la part différée et la part versée en actions.**

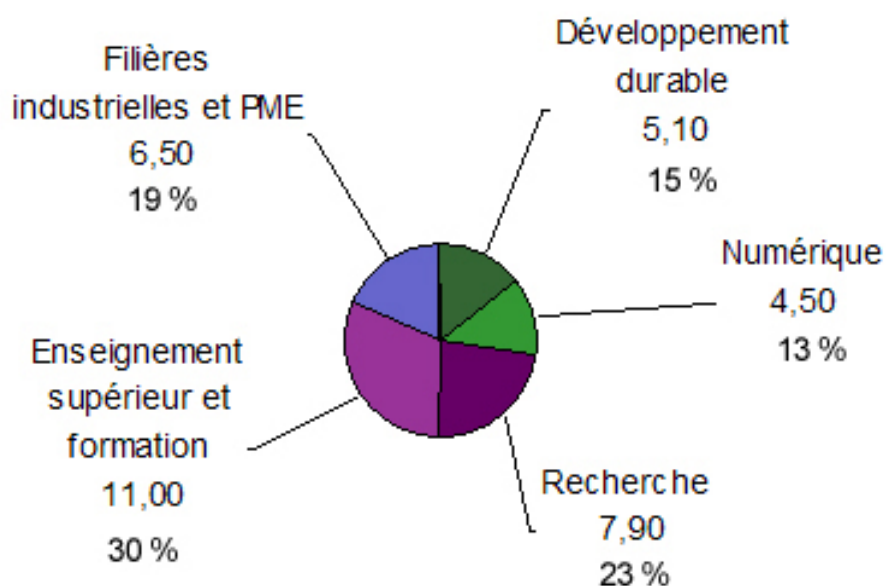
---

## LES INVESTISSEMENTS D'AVENIR

---

### 1. DES INVESTISSEMENTS SUR DES PRIORITÉS STRATÉGIQUES CIBLÉES

#### Répartition des investissements par secteurs (en Md€ et en %)



## 2. L'ARCHITECTURE BUDGÉTAIRE DÉCLINANT CES PRIORITÉS STRATEGIQUES

Secteur	Priorité	Mission	Programme	Crédits ouverts (en Md€)
Enseignement supérieur et formation	Campus d'excellence	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	7,70
	Opération Campus	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	1,30
	Saclay	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	1,00
	Egalité des chances	Enseignement scolaire	Internats d'excellence et égalité des chances	0,50
	Formation professionnelle	Travail et emploi	Investissements dans la formation en alternance	0,50
Recherche	Laboratoires d'excellence	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	3,50
	Valorisation de la recherche publique	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	1,00
	Equipements de recherche	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	1,00
	Santé et biotechnologies	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	2,40
Filières industrielles et PME	Croissance des PME	Économie	Croissance des PME	1,50
		CCF Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	Prêts aux PME	1,00
	Automobile, transports terrestre et maritime	Économie	Véhicule du futur	1,00
	Etats généraux de l'industrie	Économie	Croissance des PME	1,00
	Espace	Recherche et enseignement supérieur	Pôles et projets thématiques d'excellence	0,50
	Aéronautique	Recherche et enseignement supérieur	Recherche dans le domaine de l'aéronautique	1,50
Développement durable	Transports et urbanisme durables	Écologie, développement et aménagement durables	Transport et urbanisme durables	1,00
	Énergies renouvelables et décarbonées	Écologie, développement et aménagement durables	Démonstrateurs et plate-formes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées	1,60
		Recherche et enseignement supérieur	Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées	1,00
	Nucléaire de demain	Recherche et enseignement supérieur	Nucléaire de demain	1,00
	Rénovation thermique des logements privés	Ville et logement	Rénovation thermique des logements	0,50
Numérique	Développement des usages et contenus innovants	Économie	Développement de l'économie numérique	2,50
	Équipement de la France en très haut débit	Économie	Développement de l'économie numérique	2,00
TOTAL				35,00

---

# L'EMPRUNT NATIONAL

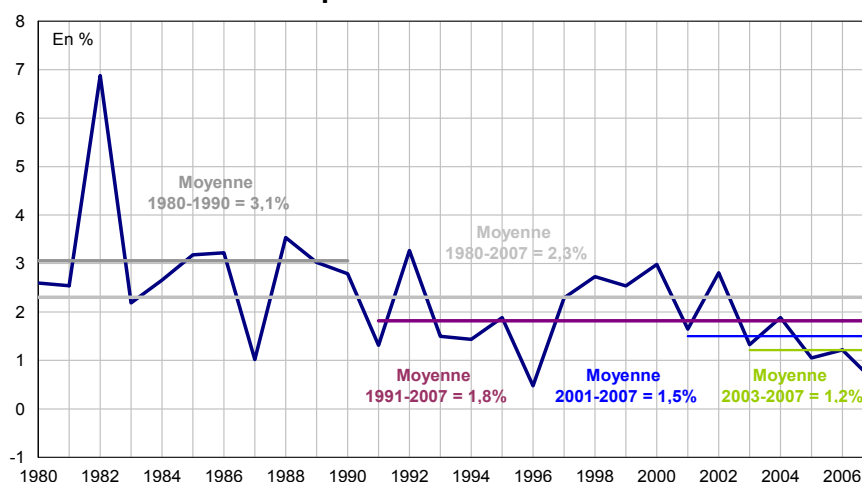
## INVESTIR POUR AUGMENTER LE POTENTIEL DE CROISSANCE

---

### 1. UN RYTHME D'INNOVATION QUI DOIT REDÉMARRER

Dans sa contribution aux travaux de la Commission pour la libération de la croissance, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soulignait en 2007 que **l'économie française souffre d'une insuffisante capacité à innover**. De fait, l'insuffisance d'innovation pèse sur la productivité depuis de nombreuses années.

Productivité du travail par heure dans l'ensemble de l'économie

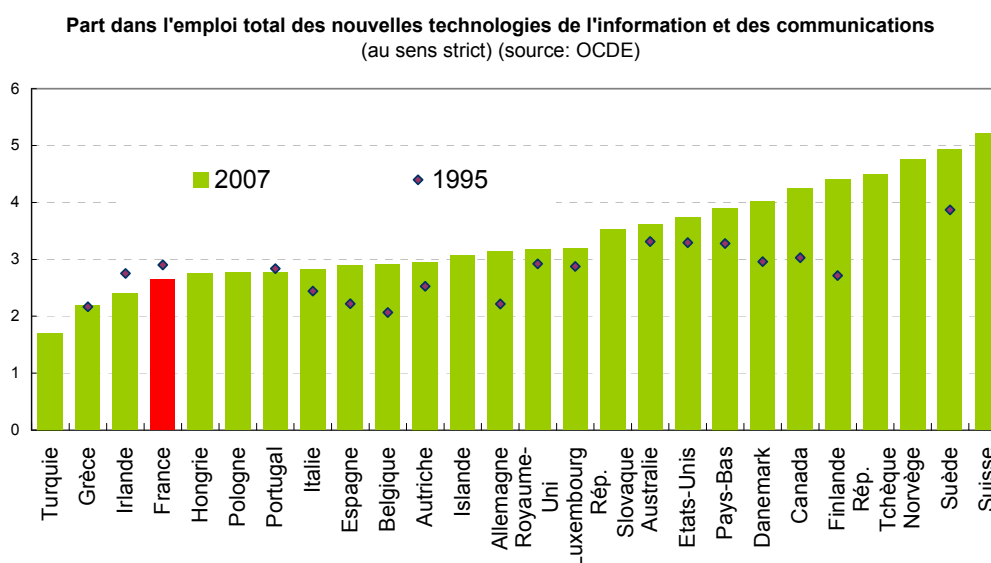


Cette chute de la productivité limite notre rythme de croissance potentielle pour les prochaines années et menace notre modèle économique. En bridant la compétitivité, l'insuffisance d'innovation fragilise nos entreprises.

## 2. DES CAUSES BIEN IDENTIFIÉES

### *Le tournant de la révolution technologique n'a pas été pris assez rapidement en France*

Les secteurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication, dont les gains de productivité importants bénéficient à l'ensemble du tissu productif, n'occupent encore qu'une place limitée dans notre économie, et qui n'a pas augmenté au cours de la dernière décennie.



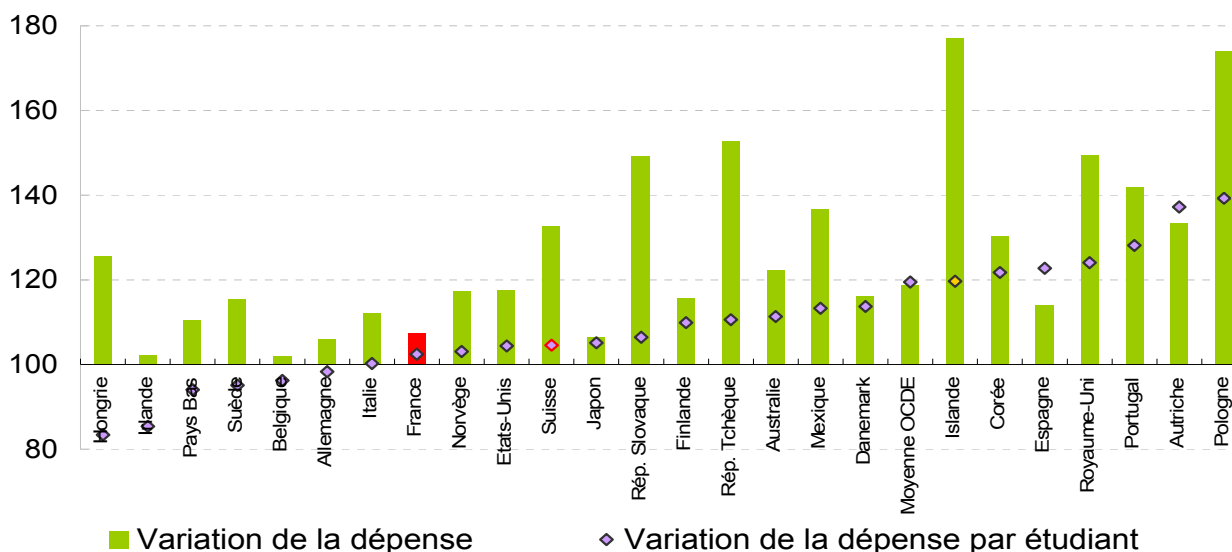
### *L'enseignement supérieur doit devenir un des moteurs de la croissance de demain*

Dans la concurrence internationale au XXI<sup>e</sup> siècle, la qualité de formation de la main-d'œuvre constitue un avantage stratégique. Il existe clairement un lien entre la productivité d'une économie et l'effort consacré à l'enseignement supérieur ainsi que la gouvernance de ce dernier. Or, la proportion de diplômés du supérieur au sein de la population âgée de 25 à 65 ans en France est plus faible que dans les pays anglo-saxons et les pays scandinaves : elle n'est que de 24 % contre respectivement 38 % et 34 %.

Il ne s'agit pas seulement d'augmenter les moyens de l'enseignement supérieur : il faut au préalable rendre ce secteur plus efficace. C'est ce qu'a fait le Gouvernement avec la loi sur l'autonomie des universités. Maintenant que les structures en place ont été rendues plus performantes, l'État va pouvoir investir massivement dans des pôles universitaires d'excellence avec la certitude de préparer l'avenir de l'économie française.

### Variation de la dépense réelle dans l'enseignement supérieur sur 2000-2005

Année 2000 = 100. Source: OCDE.

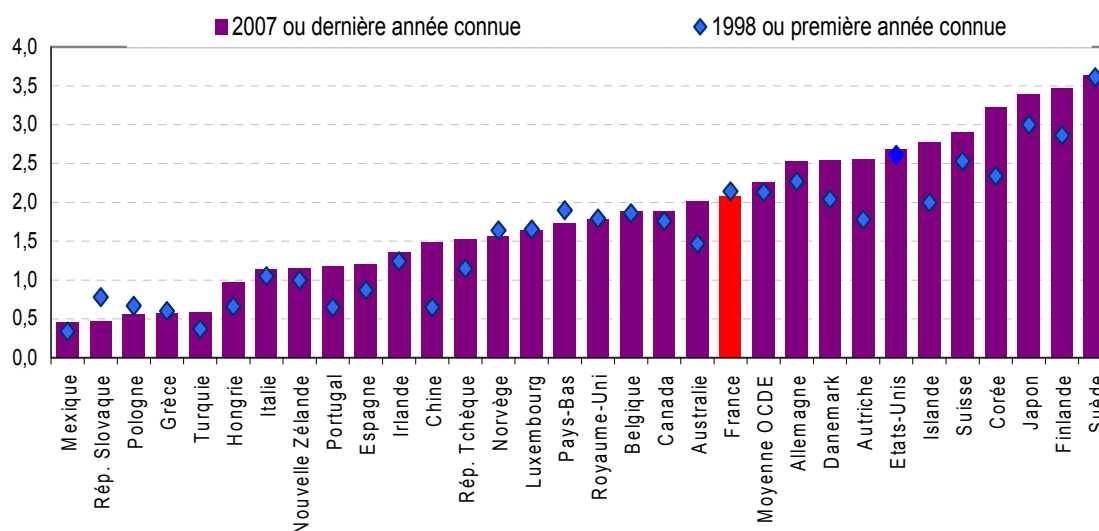


### La France doit renforcer son effort en matière de Recherche et Développement

Parce que l'innovation suppose presque toujours de longs travaux d'analyse que les petites et moyennes entreprises n'ont pas toujours les moyens de financer, l'Emprunt national viendra soutenir ces activités stratégiques au sein du tissu des PME françaises, pour les rendre plus compétitives à l'export.

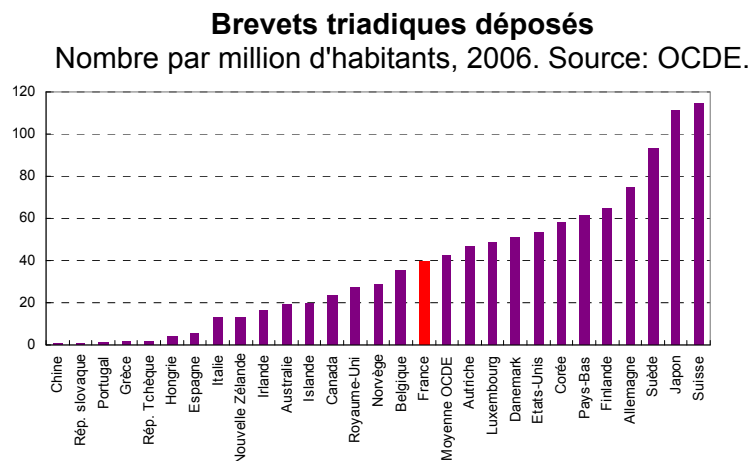
### Dépense intérieure brute en recherche et développement

En % du PIB. Source: OCDE.



### **La France doit mieux valoriser la recherche**

La France dispose d'un bon niveau de recherche fondamentale, mais n'est pas toujours capable de le valoriser, ni d'en tirer un profit financier. Ainsi la France se situe en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE dans le nombre de brevets triadiques déposés par millions d'habitants. Comme le note le rapport de la commission Juppé-Rocard, dans le domaine des nanotechnologies, la France produit chaque année plus de publications que la Corée du Sud mais dépose huit fois moins de brevets.



### **3. UNE INTERVENTION DE L'ÉTAT QUI EST INDISPENSABLE**

L'intervention de l'État est nécessaire pour financer certains projets à haut potentiel pour l'économie. Certains investissements lourds ne peuvent pas être réalisés par le secteur privé alors qu'ils génèrent des rendements très importants pour l'économie.

Il peut s'agir de certaines activités de R&D, d'infrastructures de télécommunications, du développement de l'économie de la connaissance. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'effort financier n'est en France que de 1,3 % du PIB contre 2,8 % dans les pays anglo-saxons et 2 % dans les pays scandinaves, selon le Conseil d'analyse économique (CAE).

Ce type d'investissement possède des effets durables sur le taux de croissance d'une économie (cf. rapport du CAE sur les « leviers de la croissance » publié en 2007).

### **4. UN ÉLÉMENT DE LA STRATÉGIE DE SORTIE DE CRISE**

Les mesures d'urgence prises à l'hiver 2008-2009 visaient à sortir l'économie de la récession. Cet objectif a été atteint en 2009 : la croissance est redevenue positive dès le 2<sup>e</sup> trimestre. Aujourd'hui, l'enjeu consiste à assurer une reprise durable de la croissance à partir de 2010.



Pour y parvenir, la politique économique favorise une évolution plus dynamique de la population active : c'est le but de la politique de l'emploi et de la lutte contre le chômage.

Mais la politique économique doit aussi renforcer la productivité, l'innovation et la compétitivité des entreprises. La réforme de la taxe professionnelle s'inscrit dans ce cadre. L'emprunt national vient compléter les mesures mises en œuvre par le Gouvernement :

- L'Emprunt national va financer des investissements publics ciblés sur des projets rentables. Ces projets vont notamment permettre de diminuer les coûts de production de nombreuses entreprises (coûts de transport, d'échanges d'information, de R&D...) et de relever le potentiel de production.
- Il va drainer des capitaux disponibles sur les marchés internationaux mais qui ne financent pas toujours l'économie réelle compte tenu de l'aversion au risque des investisseurs liée à la crise.
- Il n'appauvrira pas l'État. En effet, la dette publique est par convention mesurée en termes bruts des actifs publics. Or l'Emprunt national financera des actifs rentables et des infrastructures utiles pour le développement économique de notre pays. La richesse nette des administrations ne sera pas sensiblement modifiée.

---

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, FORMATION ET RECHERCHE

### 19 MILLIARDS D'EUROS

---

La loi de finances rectificative ouvre 18,9 milliards d'euros à destination de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche. Afin d'améliorer le potentiel de croissance de notre pays, l'État va investir massivement avec pour but de :

- faire de l'enseignement supérieur un des moteurs de la croissance de demain, tout en renforçant la priorité qu'accorde le gouvernement à la valorisation des formations en alternance et à la promotion de l'égalité des chances ;
- renforcer l'effort en matière de recherche et de développement tout en valorisant davantage la recherche publique : l'un des éléments fondamentaux de la logique d'investissement des dépenses d'avenir est en effet de faire communiquer la recherche fondamentale avec la recherche-développement appliquée.

#### **1. Doter la France d'universités et de campus de classe mondiale (10 milliards d'euros)**

##### ***Doter cinq à dix campus d'excellence, de visibilité mondiale (7,7 milliards d'euros)***

Les cinq à dix projets qui seront labellisés campus d'excellence devront réunir, sur un site ou une grande région, les meilleures écoles doctorales et les équipes de recherche d'excellence, les meilleures grandes écoles, en cohérence avec l'environnement économique. C'est ce qui caractérise partout dans le monde toutes les grandes universités de recherche. Les lauréats, en nombre réduit, recevront une dotation en capital qui leur garantira des ressources propres sur lesquelles pourra se construire leur rayonnement national et international. Ces dotations faciliteront aussi l'appel à des partenariats privés.

Ces dotations en capital d'un montant total de 7,7 milliards d'euros non consommables seront accordées sur appel à projets à des universités et regroupements d'universités et de grandes écoles qui se donneront une gouvernance moderne et des instruments de gestion partagés, avec un engagement clair sur des objectifs et des résultats.

Le cahier des charges de ces appels à projets sera établi à partir de critères dégagés par l'analyse des meilleurs campus scientifiques et technologiques mondiaux. Il sera validé par le commissaire général à l'investissement. Un jury international d'experts, constitué notamment d'universitaires et de représentants du monde économique internationalement reconnus, conduira l'évaluation des projets. Leur sélection sera opérée par l'État sur la base de ces évaluations et d'un travail préparatoire coordonné par le commissaire général à l'investissement.

Le principe d'une période probatoire de trois ans est retenu afin de s'assurer que la dynamique de transformation des entités bénéficiaires s'engage effectivement, conformément aux ambitions des projets qui auront été sélectionnés.

Après la période probatoire de trois ans, et en fonction de l'atteinte des objectifs fixés dans le cahier des charges, il sera alloué à chacun de ces « campus d'excellence » une dotation en capital non consommable qui a vocation à être complétée par des fonds privés.

### ***Poursuivre l'opération campus (1,3 milliard d'euros)***

Une dotation de 1,3 milliard d'euros viendra compléter les 3,7 milliards d'euros dont l'opération campus est déjà dotée. La répartition de ces 5 milliards d'euros entre dix projets a déjà été définie. Ces dotations non consommables seront transférées en fonction de la signature des contrats de partenariat public-privé qu'elles ont vocation à financer. Les signatures des contrats de partenariats public-privé, dont beaucoup sont déjà à l'étude, devraient intervenir d'ici à un an et les premiers travaux commencer dans la foulée.

### ***Constituer le plus important campus scientifique et technologique européen sur le plateau de Saclay (1 milliard d'euros)***

Au terme de près de trente ans d'activité scientifique, Saclay et sa région présentent une concentration unique d'établissements scientifiques et d'équipes de recherche françaises du meilleur niveau international. Cette activité reste encore dispersée entre universités, grandes écoles et organismes de recherche. Leur synergie n'a pas encore permis de faire du plateau de Saclay un des plus importants et des plus attractifs campus scientifiques d'Europe, pour les meilleurs scientifiques, les meilleurs étudiants et les entreprises les plus innovantes.

Une dotation de 1 milliard d'euros consommable viendra compléter les 850 millions d'euros qui seront apportés par l'État dans le cadre de l'opération campus. Elle facilitera notamment le transfert d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche vers le plateau de Saclay et favorisera l'émergence d'une gouvernance d'ensemble.

## **2. FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION EN ALTERNANCE ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES (1 MILLIARD D'EUROS)**

### ***Investir dans la formation en alternance (500 millions d'euros)***

Valoriser et développer les formations en alternance, qui permettent l'accès à l'emploi durable des jeunes, est une priorité du Gouvernement. L'objectif est non seulement d'accroître le nombre de jeunes qui se tournent vers les contrats en alternance, mais aussi de promouvoir l'excellence des formations et leur adaptation aux besoins de notre économie ; il s'agit à la fois de doter notre pays des compétences dont il a besoin et de doter les jeunes des formations qui garantiront leur bonne insertion professionnelle.

Cette ambition nécessite d'investir pour développer et améliorer l'appareil de formation. 250 millions d'euros seront consacrés à la modernisation des outils de formation, par la création de nouveaux centres, particulièrement dans les secteurs économiques en développement, et par la constitution de pôles d'excellence au niveau régional ou national.

Par ailleurs, 250 millions d'euros permettront de développer l'offre de logement pour les jeunes travailleurs : l'insuffisance d'hébergements adaptés à proximité des centres de formation est un obstacle à l'entrée en formation en alternance qu'il faut lever. 18 000 places supplémentaires pourront ainsi être financées, pour partie sous forme d'internats de l'alternance, au sein des centres de formation, pour partie en dehors de ces derniers.

La gestion des fonds sera confiée à la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Un contrat avec l'État indiquera les modalités d'utilisation des fonds et le processus et les critères de sélection des projets, la forme des financements, les modalités de suivi et d'utilisation des fonds et les modalités d'évaluation des projets.

### ***Promouvoir l'égalité des chances et la mixité sociale (500 millions d'euros)***

Un fonds de développement des internats d'excellence, doté de 200 millions d'euros et géré par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), permettra de subventionner la création d'une dizaine de nouveaux internats d'excellence, ainsi que l'extension ou la rénovation d'internats existants.

Dans la continuité du plan « Espoir Banlieues » et du plan de relance de l'économie qui ont fixé un objectif de création de 4 000 places en internats d'excellence à l'horizon 2012, ces investissements doivent ainsi permettre de multiplier par cinq l'objectif, avec la création de 20 000 places.

Par ailleurs, une dotation de 300 millions d'euros sera consacrée à des actions destinées à favoriser l'égalité des chances, notamment en investissant dans la formation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en grande difficulté et en favorisant le développement de la culture scientifique auprès des jeunes de condition modeste.

## **3. INVESTIR DANS LA RECHERCHE (7,9 MILLIARDS D'EUROS)**

### ***Améliorer la valorisation de la recherche publique (3,5 milliards d'euros)***

La valorisation de la recherche consiste à amener les travaux de nos laboratoires vers les applications industrielles. Il est prévu, dans le cadre d'une dotation versée à l'Agence nationale de recherche (ANR), de consacrer 3,5 milliards d'euros à l'amélioration de ce processus.

Un fonds de 1 milliard d'euros sera créé au sein de l'ANR pour le financement des actions de valorisation de la recherche publique : pour une part majoritaire, le fonds permettra de verser, sur appel à projets, une dotation en capital non consommable à un nombre très limité d'établissements d'enseignement supérieur qui prendraient des participations dans des sociétés de valorisation (de l'ordre de cinq à six) regroupant l'ensemble des équipes de valorisation sur un grand site universitaire. Le modèle économique de ces sociétés reposera sur la prestation de services de valorisation et l'intéressement aux résultats. La dotation en fonds propres permettra de financer la structure jusqu'à son autofinancement au bout d'une dizaine d'années. Pour une part minoritaire, le fonds permettra le renforcement des filiales de valorisation des organismes de recherche nationaux, pour leur permettre de proposer des services de valorisation à forte valeur ajoutée comme la constitution de portefeuilles de brevets et le *licensing*.

2 milliards d'euros seront consacrés à l'innovation technologique dont la part consommable sera limitée à 25 %. En complément des financements prévus pour les campus d'excellence, la création d'un petit nombre d'instituts de recherche technologique de rang mondial permettra de renforcer les écosystèmes constitués par les pôles de compétitivité. Ces instituts de recherche technologique seront des plateformes interdisciplinaires rassemblant les compétences de l'industrie et de la recherche publique dans une logique de co-investissement public-privé et de collaboration étroite entre tous les acteurs. Ils devront être labellisés par un pôle de compétitivité et disposer d'une visibilité internationale. Les candidatures seront évaluées par un jury international constitué notamment d'experts reconnus dans les domaines scientifiques, technologiques et industriels. La sélection des projets sera opérée par l'État sur la base d'un travail préparatoire coordonné par le commissaire général à l'investissement.

Un fonds de 500 millions d'euros non consommable sera créé à l'ANR et ses produits financiers viendront renforcer de façon pérenne les ressources des « instituts Carnot » créés pour développer la recherche partenariale, après sélection des structures de recherche reconnues pour leur capacité à collaborer efficacement avec des entreprises.

***Doter des laboratoires d'excellence de moyens d'action et investir dans des équipements de recherche (2 milliards d'euros)***

1 milliard d'euros confiés à l'ANR seront affectés à des laboratoires de très haut niveau situés hors des campus d'excellence (dont une part consommable limitée à 10 %) et 1 milliard d'euros également confiés à l'ANR seront affectés au financement d'équipements de recherche (dont une part consommable limitée à 40 %). La France souffre en effet d'une incapacité à investir dans des équipements de recherche de valeur intermédiaire, difficilement finançables par les organismes et les établissements de recherche sur leurs budgets récurrents.

***Moderniser la recherche médicale et développer les biotechnologies dans tous les domaines d'application (2,4 milliards d'euros)***

Un fonds de 850 millions d'euros (dont une part consommable limitée à 20 %) créé au sein de l'ANR lui permettra de financer des fondations de coopération scientifique ou des fondations hospitalières, auxquelles seront adossés les instituts hospitalo-universitaires (IHU) à créer. Créés sur des thématiques de santé prioritaires, leur objectif est d'être attractifs pour les chercheurs seniors d'excellence, et d'attirer les industriels dans le cadre de partenariats. La part consommable de ces financements sera limitée à 20 %. Les candidatures seront évaluées par un jury international constitué notamment d'experts reconnus dans les domaines scientifiques, technologiques et industriels ; la sélection des projets sera opérée par l'État sur la base d'un travail préparatoire coordonné par le commissaire général à l'investissement.

Une dotation non consommable pouvant aller jusqu'à 200 millions d'euros en capital sera confiée à l'ANR pour financer par appels à projets entre cinq et dix grandes cohortes. Les financements attribués assureront la phase de lancement de la cohorte et participeront à son suivi.

Les crédits restants (1,35 milliard d'euros), non consommables à hauteur des deux tiers au moins, seront octroyés à l'ANR pour le lancement de programmes de recherche ambitieux dans le domaine des biotechnologies, de l'agronomie, de la bio-informatique et des nanobiotechnologies. En particulier, des plate-formes technologiques dédiées (génomique et phénotypage à haut débit, ingénierie cellulaire et moléculaire) ou éventuellement pour la bio-informatique partagées avec les autres secteurs de la biologie (biologie fondamentale, santé et environnement) contribueront à l'émergence et à la structuration des programmes de recherche.

---

## FILIÈRES INDUSTRIELLES ET PME

### 6,5 MILLIARDS D'EUROS

---

La loi de finances rectificative ouvre 6,5 milliards d'euros à destination des filières industrielles et des petites et moyennes entreprises (PME). Plus de la moitié de ces crédits (3,5 milliards d'euros) seront consacrés à la croissance de nos PME afin que notre pays permette l'éclosion de nouveaux champions. Ils permettront également de financer des mesures ciblées à destination de filières (3 milliards d'euros), comme par exemple l'automobile, l'aéronautique ou l'espace afin de compléter l'effort massif transversal entrepris depuis 2007 par le gouvernement, notamment la réforme du crédit d'impôt recherche ou la suppression de la taxe professionnelle.

#### **1. FINANCER LES ENTREPRISES INNOVANTES ET INTERVENIR DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (3,5 MILLIARDS D'EUROS)**

##### ***Financer l'amorçage des entreprises innovantes (400 millions d'euros)***

Un fonds national d'amorçage doté de 400 millions d'euros et géré par le Fonds stratégique d'investissement (FSI) sera créé pour accompagner la création de PME innovantes, notamment dans les secteurs prioritaires définis par la stratégie nationale pour la recherche et l'innovation (SNRI) : la santé, l'alimentation et les biotechnologies, l'information, la communication et les nanotechnologies, l'urgence environnementale et les écotechnologies.

##### ***Financer l'activité du groupe OSEO (1,5 milliard d'euros)***

500 millions d'euros seront versés sur le compte d'affectation spéciale Participations financières de l'État afin d'augmenter le capital d'OSEO et permettre ainsi à l'établissement de renforcer son action dans ses trois domaines d'intervention : l'innovation, la garantie et le financement. Le renforcement des fonds propres d'OSEO lui permettra d'accroître sa prise de risque pour les projets des PME, notamment les PME innovantes. Il incitera par ailleurs les établissements bancaires à intervenir en cofinancement avec OSEO.

1 milliard d'euros seront par ailleurs prêtés à OSEO afin de permettre le refinancement de l'ensemble des activités du groupe. Ce prêt inscrit sur un compte de concours financier permettra notamment au groupe d'assurer la distribution des contrats de développement participatifs (CDP) aux PME et ETI (entreprises de taille intermédiaire) désireuses de renforcer leurs fonds propres.

##### ***Renforcer les pôles de compétitivité (500 millions d'euros)***

500 millions d'euros seront investis dans le domaine des projets structurants des pôles de compétitivité dont environ 200 millions d'euros gérés pour le compte de l'État par la Caisse des dépôts et consignations, pour le cofinancement de plateformes mutualisées d'innovation pour les pôles de compétitivité et 300 millions d'euros gérés par OSEO pour le cofinancement de projets de recherche et développement visant à structurer les filières industrielles et à renforcer leurs positions sur les marchés porteurs.



### ***Financer les mesures qui seront prises dans le cadre des États généraux de l'Industrie (1 milliard d'euros)***

Une enveloppe de 1 milliard d'euros sera réservée au financement des mesures qui seront retenues à l'issue des États Généraux lancés le 15 octobre dernier par le ministre de l'Industrie à la demande du président de la République. Au moins 60 % des financements interviendront sous la forme de prêts, d'avances remboursables ou de prises de participation. La moitié de l'enveloppe sera consacrée à des « prêts verts » bonifiés, accordés à des entreprises qui investissent pour améliorer leur compétitivité via l'amélioration de la performance environnementale de leur *process* industriel ou de leurs produits et 185 millions d'euros seront consacrés à un dispositif en faveur de la relocalisation compétitive d'entreprises industrielles.

### ***Financer l'économie sociale et solidaire (100 millions d'euros)***

Un fonds doté de 100 millions d'euros et qui pourra être abondé par d'autres acteurs sera créé afin de financer les organismes de l'économie sociale (coopératives, mutuelles et associations), soit directement, soit via les organismes spécialisés dans ce type d'activité.

## **2. INVESTIR DANS LES SECTEURS DE L'ESPACE ET DE L'AÉRONAUTIQUE (2 MILLIARDS D'EUROS)**

### ***Maintenir l'avance technologique de la France en matière d'industrie spatiale (500 millions d'euros)***

Les crédits de cette action permettront de financer de grands projets spatiaux à hauteur de 500 millions d'euros, parmi lesquels des études et des démonstrateurs technologiques pour préparer la mise au point des futurs lanceurs (Ariane 6) et des projets de satellites déterminants pour le savoir-faire et la compétitivité de la filière française. Ces fonds seront affectés au Centre national d'études spatiales (CNES).

### ***Soutenir l'industrie aéronautique en permettant la mise en œuvre des avions et hélicoptères du futur (1,5 milliard d'euros)***

L'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) soutiendra une dizaine de projets de démonstrateurs qui auront un effet de levier important sur les autres financements mobilisables et le développement de plusieurs nouveaux appareils grâce à la mise en place d'avances qui seront remboursables au fur et à mesure de la commercialisation des aéronefs.

## **3. DÉVELOPPER LES VÉHICULES DU FUTUR (1 MILLIARD D'EUROS)**

1 milliard d'euros seront confiés à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour financer des programmes de R&D et d'industrialisation, visant à réduire fortement l'impact des matériels de transport sur l'environnement.

### ***Développer la recherche en matière de construction automobile (750 millions d'euros)***

Dans la lignée des États Généraux de l'Automobile, un fonds doté de 750 millions d'euros permettra de soutenir des projets en faveur du développement de véhicules faiblement émetteurs de CO<sub>2</sub> (développement de moteurs thermiques optimisés, développement de la chaîne de traction électrique, allègement des masses, R&D dans le domaine de la recharge notamment).

### ***Développer la recherche en matière de construction ferroviaire***

La filière ferroviaire doit engager un certain nombre d'efforts qui se traduiront par des travaux de R&D et la mise au point de démonstrateurs (mise en place d'un appel à projets sur ces thématiques, doté de 150 millions d'euros afin de favoriser les ruptures technologiques ou de renforcer la compétitivité de la filière).

### ***Développer la recherche en matière de construction navale***

Un fonds permettra de financer des programmes dans le domaine de la construction navale avec l'objectif de développer, conformément aux annonces du Comité interministériel à la mer du 8 décembre 2009, un programme industriel « navire du futur pour des navires plus économes en énergie, plus propres, plus sûrs et plus intelligents ». Les investissements d'avenir devraient permettre la réalisation d'un ou plusieurs navires démonstrateurs.



---

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

### **5 MILLIARDS D'EUROS**

---

L'urgence des défis liés au réchauffement climatique appelle des réponses qui nécessitent une mobilisation sans précédent de l'ensemble des acteurs et, en particulier, des États. L'objectif d'une division par quatre de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 ne pourra être atteint sans un changement d'échelle dans des investissements que les entreprises et les ménages ne peuvent assumer à eux seuls.

Au-delà de la réduction de notre exposition aux énergies fossiles dont le coût, non seulement environnemental mais aussi financier, sera de plus en plus lourd, ces investissements auront par ailleurs des retombées en termes d'emplois et de croissance, propres à garantir la rentabilité à long terme des interventions financées dans le cadre de l'emprunt national.

5,1 milliards d'euros seront ainsi mobilisés selon quatre axes prioritaires :

- les énergies renouvelables (2,6 milliards d'euros) ;
- le nucléaire de demain (1 milliard d'euros) ;
- les transports et l'urbanisme durables (1 milliard d'euros) ;
- la rénovation thermique des logements (0,5 milliard d'euros).

### **1. ÉNERGIES RENOUVELABLES (2,6 MILLIARDS D'EUROS)**

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette action reposent sur deux dispositifs :

- le recours à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour poursuivre et accélérer le déploiement des technologies vertes en soutenant des projets innovants de démonstrateur de recherche (1,6 milliard d'euros) ;
- la création d'instituts d'excellence de recherche et développement autour des filières énergétiques et climatiques porteuses d'avenir (1 milliard d'euros).

1,6 milliard d'euros seront investis dans le soutien à des projets innovants de démonstrateurs et de plateformes technologiques, associant public et privé et assurant ainsi le lien entre la recherche amont et la préindustrialisation. Ces investissements s'inscriront dans la continuité des orientations poursuivies par le fonds démonstrateur créé à l'ADEME. Ils se répartiront de manière prévisionnelle à hauteur de :

- 1,35 milliard d'euros sur les énergies renouvelables et décarbonées : énergie solaire ; énergies marines ; géothermie ; captage, stockage et valorisation du CO<sub>2</sub> et chimie verte ;
- 0,25 milliard d'euros dans le secteur de l'économie circulaire : tri et valorisation des déchets ; dépollution et écoconception de produits industriels...

Les interventions de l'ADEME prendront essentiellement la forme d'avances remboursables et, pour le solde, de subventions.

1 milliard d'euros seront consacrés à la constitution de campus d'innovation technologique en matière d'énergies renouvelables visant une dimension mondiale. Cinq à dix instituts seront ainsi créés, dans la logique poursuivie par les pôles de compétitivité et en cohérence avec les priorités de la stratégie nationale de recherche sur l'énergie. La dotation allouée aux instituts d'excellence pourra être consommée à hauteur de 25 % du capital (250 millions d'euros).

## **2. NUCLÉAIRE DE DEMAIN (1 MILLIARD D'EUROS)**

Trois objectifs principaux sont recherchés dans ce programme d'investissement, qui recouvre l'ensemble de la chaîne du secteur nucléaire :

- le développement de réacteurs plus efficaces

L'enjeu de la quatrième génération de réacteurs nucléaires porte sur l'utilisation beaucoup plus efficace du combustible, à la fois pour repousser l'horizon d'épuisement de la ressource mais aussi pour réduire la quantité de déchets. 650 millions d'euros seront ainsi affectés au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA<sup>2</sup>), avec l'objectif du début de la construction à l'horizon 2020.

- l'analyse expérimentale du vieillissement des réacteurs

Le CEA<sup>2</sup> bénéficiera de 250 millions d'euros afin de disposer d'un nouvel instrument d'étude du comportement des matériaux sous forte irradiation (réacteur Jules Horowitz). Ce nouveau réacteur permettra par ailleurs de produire l'équivalent de 25 % des besoins en radionucléides utilisés par le secteur médical en Europe.

- la recherche de solutions innovantes pour le traitement des déchets

100 millions d'euros seront consacrés au financement de nouveaux programmes de recherche menés par l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (ANDRA), en complément des financements apportés par les partenaires industriels des projets.

## **3. TRANSPORT ET URBANISME DURABLES (1 MILLIARD D'EUROS)**

1 milliard d'euros seront consacrés au financement de programmes urbains intégrés, afin de favoriser l'émergence d'un nouveau modèle urbain. Les financements seront concentrés sur une dizaine de projets novateurs de grande échelle, notamment les ÉcoCités, reposant sur une approche intégrée de la mobilité, de l'aménagement et de la gestion de l'énergie.

Un fonds sera spécifiquement créé auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Compte tenu de la variété des projets qui pourraient être retenus, il est envisagé l'hypothèse d'un financement sous forme de 600 millions d'euros de subventions (en particulier pour des bonifications de prêts conclus par les collectivités territoriales) et de 400 millions d'euros de prêts.

#### **4. RÉNOVATION THERMIQUE DES LOGEMENTS (0,5 MILLIARD D'EUROS)**

Le Grenelle de l'environnement a fixé un objectif de diminution de 38 % de la consommation d'énergie du parc de bâtiments à l'horizon 2020 qui, pour être atteint, nécessite la rénovation thermique à grande échelle des logements les plus anciens.

500 millions d'euros sont ainsi dégagés, dans le cadre du programme d'investissements d'avenir, pour soutenir l'effort de rénovation des logements des propriétaires occupants les plus modestes, à travers des subventions ou des bonifications de prêts.

Un fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés sera créé à cette fin au sein de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), qui constitue l'opérateur de référence de l'État en charge des interventions sur le parc privé.

---

## **ÉCONOMIE NUMÉRIQUE**

### **4,5 MILLIARDS D'EUROS**

---

L'investissement dans le secteur des technologies numériques constitue aujourd'hui un facteur déterminant pour la croissance, la compétitivité, l'emploi et l'aménagement du territoire.

Or, l'effort d'investissement de la France dans ce secteur est deux fois moindre que celui des pays les plus avancés de l'OCDE.

Aussi est-il aujourd'hui indispensable que l'État intervienne pour financer des dépenses d'avenir dans le secteur du numérique, d'autant que le niveau très élevé des investissements nécessaires dans ce secteur de forte croissance empêche souvent le secteur privé d'y répondre seul.

L'État va donc mobiliser, au sein de l'emprunt national, 4,5 milliards d'euros, destinés à intervenir selon deux axes essentiels :

- le développement sur le territoire des réseaux à très haut débit (2 milliards d'euros) ;
- le développement des services, usages et contenus numériques innovants (2,5 milliards d'euros).

L'État versera les sommes issues de l'emprunt national à un Fonds national pour la société numérique (FSN), dont la gestion sera confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

### **1. LE DÉVELOPPEMENT DES RÉSEAUX À TRÈS HAUT DÉBIT (2 MILLIARDS D'EUROS)**

Le déploiement des réseaux à très haut débit (débit d'environ 100 mégabits/seconde) constitue un enjeu majeur pour permettre à la France d'utiliser toutes les potentialités des ressources numériques, développer de nouveaux services innovants, améliorer la compétitivité de nos entreprises et contribuer à l'aménagement du territoire.

L'objectif est d'atteindre une couverture en très haut débit de 70 % de la population dans dix ans.

Afin de générer un fort effet de levier sur l'investissement privé, le FSN mobilisera 2 milliards d'euros pour le développement des réseaux à très haut débit. L'intervention publique sera différente selon la densité des territoires.

Les 2 milliards d'euros consacrés aux réseaux numériques seront ainsi répartis par le FSN de la manière suivante :

- 1 milliard d'euros de prêts à des exploitants de réseaux de communications électroniques pour la couverture des zones de densité moyenne ;
- 750 millions d'euros de subventions aux projets de couverture dans les zones peu denses ;

- 250 millions d’euros de subventions et prises de participation pour bâtir un partenariat public-privé dont l’objectif sera d’élaborer une solution, satellitaire ou autre, qui apportera le très haut débit, d’ici à cinq ans, à 750 000 foyers en zone rurale.

Pour les interventions dans les zones de densité moyenne ou faible, l’effet de levier recherché sur l’investissement privé et les subventions des collectivités locales et de l’Union européenne sera de un à deux.

## **2. LE DÉVELOPPEMENT DES USAGES, SERVICES ET CONTENUS NUMÉRIQUES INNOVANTS (2,5 MILLIARDS D’EUROS)**

Le développement des nouvelles infrastructures à très haut débit est étroitement lié à celui des nouveaux usages, services et contenus numériques. Pour favoriser leur essor, le FSN mobilisera 2,5 milliards d’euros, selon quatre axes : l’informatique en nuage, la numérisation des contenus, les technologies de base du numérique et les nouveaux usages numériques.

### ***Le développement de l’informatique en nuage (« cloud computing »)***

Le développement de l’informatique en nuage, qui bouleverse aujourd’hui l’organisation des systèmes d’information et les modes de distribution et de vente des logiciels, et le calcul intensif (HPC) constituent des enjeux majeurs en termes de compétitivité, d’innovation et de souveraineté.

Le Fonds investira donc, via un partenariat public-privé, dans une infrastructure de « *cloud computing* », composée de grandes centrales numériques de calcul et de stockage, afin de développer rapidement une alternative française et européenne dans un secteur en plein essor, qui est aujourd’hui largement dominé par des acteurs nord-américains.

Le Fonds soutiendra également des projets de R&D dans les domaines de l’informatique en nuage et du calcul intensif.

### ***La numérisation des contenus***

Le Fonds investira 750 millions d’euros dans la numérisation et l’exploitation des contenus patrimoniaux dans les domaines culturel, éducatif et scientifique, avec le souci de maximiser l’effet de levier des fonds publics.

### ***Le développement des technologies de base du numérique***

Le FSN soutiendra le développement des prochaines générations de technologies de la nanoélectronique et des réseaux de télécommunication ainsi que les technologies génériques du logiciel. La maîtrise de ces technologies de base du numérique est en effet indispensable au développement des futurs systèmes numériques sécurisés, de véhicules plus intelligents et économes en énergie ou encore des nouvelles technologies d’éclairage.

### ***Le développement des nouveaux usages numériques***

Le FSN interviendra pour financer des projets partenariaux public-privé visant le développement de logiciels, usages et contenus numériques innovants dans les secteurs d’avenir suivants : réseaux électriques intelligents (« *smart grids* ») pour lesquels 250 millions d’euros seront versés à l’ADEME, « e-santé », « e-éducation », résilience des réseaux, systèmes de transport intelligents et ville numérique.

---

## LA GOUVERNANCE DES INVESTISSEMENTS D'AVENIR

---

Le caractère exceptionnel de l'emprunt national destiné à financer 35 milliards d'euros d'investissements d'avenir rend indispensable la mise en place d'une gouvernance propre à garantir la bonne utilisation des fonds :

- les crédits ouverts dans le projet de loi de finances rectificative sont ainsi regroupés au sein de programmes spécifiquement créés à cette fin, dans le cadre des missions budgétaires existantes ;
- l'utilisation des fonds gérés par les organismes bénéficiaires de l'emprunt national sera pilotée par une structure nouvellement mise en place sous l'autorité du Premier ministre. Un Commissaire général à l'investissement assurera la coordination de l'élaboration des décisions d'investissement.

### 1. DES OUVERTURES DE CREDITS SEPARÉES DES AUTRES DEPENSES DE L'ÉTAT

Les ouvertures de crédits présentées dans le projet de loi de finances rectificative relèvent de nouveaux programmes, créés au sein des missions existantes du budget général de l'État, selon la politique publique dont ils relèvent.

La création de ces programmes spécifiques permet de répondre au double objectif d'assurer la lisibilité des politiques publiques, tout en assurant une stricte séparation de ces crédits des autres dépenses du budget général et de garantir ainsi le suivi de leur utilisation. Ces crédits ne pourront donc servir à aucune autre finalité que celle de l'emprunt national.

Les crédits ouverts au titre de l'emprunt national seront donc comptabilisés en dehors de la norme de dépense servant de référence à la mesure de l'évolution des dépenses courantes de l'Etat.

Pour chacun des nouveaux programmes créés, sont présentés en annexe du projet de loi :

- une justification des crédits au premier euro détaillant les actions et projets retenus et leurs modalités de financement ;
- la répartition des crédits par action ;
- les objectifs associés au programme et les indicateurs de performance permettant de suivre l'évaluation des résultats obtenus à la fin de l'année 2010 et ultérieurement,
- l'identification des organismes (fonds, établissements publics, sociétés...) auxquels les crédits seront versés en 2010 ainsi que les modalités d'utilisation des crédits par ces organismes.

Ces nouveaux programmes ont vocation à être supprimés à la fin de l'année 2010, dans la mesure où les crédits auront été intégralement versés aux organismes bénéficiaires, après conclusion des conventions portant sur les modalités d'utilisation des fonds.

Les rapports annuels de performances annexés au projet de loi de règlement et rapport de gestion pour 2010 permettront de retracer l'utilisation des crédits et de mesurer les résultats obtenus pour chacun des indicateurs. Un document d'information (« jaune ») joint au projet de loi de finances permettra d'informer par la suite, chaque année, le Parlement sur l'emploi des crédits de l'emprunt national et les résultats obtenus.

## **2. UNE PROCEDURE DE SELECTION ET DE SUIVI PARTICULIEREMENT RIGOUREUSE**

### ***La création d'un Commissariat général à l'investissement***

Le choix et le suivi de la mise en œuvre du programme des investissements d'avenir sont confiés à un Commissaire général à l'investissement, chargé de coordonner les travaux interministériels sous l'autorité du Premier ministre. Le Commissaire général à l'investissement doit :

- préparer, en lien avec les différents ministères concernés, la contractualisation avec les opérateurs chargés de la gestion des crédits et coordonner l'élaboration des cahiers des charges qui serviront de base pour les appels à projets ;
- préparer, sous l'autorité du Premier ministre, la position de l'État sur les décisions individuelles d'investissement ;
- évaluer la rentabilité des investissements entrepris, ex ante comme ex post ;
- établir un bilan annuel d'exécution du programme des investissements d'avenir.

La nomination d'un Commissaire général à l'investissement dépasse la seule programmation des projets pour garantir la cohérence d'ensemble de la politique d'investissement de l'État.

### ***La mise en place d'une gouvernance spécifique chez les organismes gestionnaires***

Des conventions de gestion liant l'État à chacun des organismes détermineront précisément le cadre d'emploi des fonds et les indicateurs mesurant les résultats obtenus ainsi que les modalités d'instruction des dossiers.

Pour la sélection des projets, les organismes gestionnaires organiseront des appels à projets sur la base de cahiers des charges validés par l'État (processus et critères de sélection des projets, forme des financements apportés, modalités de suivi de l'utilisation des fonds...).

Le processus de sélection devra associer aussi souvent que possible des experts extérieurs à l'administration (personnalités du monde économique et/ou étrangères), afin de conforter l'analyse de la pertinence et la rentabilité des projets.

A cette fin, une gouvernance spécifique sera systématiquement mise en place au sein des organismes gestionnaires (comité d'engagement spécifique, fonds dédié avec gouvernance et suivi comptable propres...). Cette gouvernance assurera à l'État un pouvoir de décision en dernier ressort.

### ***La mise en place d'un comité de surveillance***

Un comité de surveillance des investissements financés par l'emprunt sera créé. Co-présidé par A. JUPPE et M. ROCARD, cette instance sera plus particulièrement chargée du suivi et de l'évaluation ex post des projets d'investissement. Il comprendra des parlementaires et des personnalités qualifiées. Les partenaires sociaux seront associés à ses travaux.



---

# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2010<sup>1</sup>

---

Depuis la présentation le 30 septembre 2009 du projet de loi de finances pour 2010, les évolutions conjoncturelles ont confirmé la sortie de récession et l'amorce d'une reprise de l'activité dans le monde. Les effets des mesures de relance budgétaire et monétaire ont été sensibles. Les conséquences de la crise internationale amorcée à l'automne 2008 n'ont pour autant pas disparu. En particulier, la situation de l'emploi dans les pays industrialisés demeure difficile et continue de se dégrader, quoique à un rythme ralenti.

Les États-Unis sont sortis à l'automne 2009 d'une récession qui aura duré quatre trimestres. La croissance du PIB américain au 3<sup>e</sup> trimestre atteint +0,6 %. Le retour à des taux de croissance positifs est étroitement lié aux mesures de relance. La situation du marché de l'emploi américain reste dégradée : le taux de chômage a franchi le seuil des 10 %. La reprise aux États-Unis devrait rester en partie bridée par les effets défavorables du choc financier de 2008. Certaines données d'enquêtes conjoncturelles récentes ont ainsi été significativement inférieures aux attentes du consensus des économistes.

En Asie du Sud-Est, le redressement des économies est plus net. Au 3<sup>e</sup> trimestre, il reflète surtout le rebond du commerce international, consécutif à un effondrement début 2009.

Dans la zone euro, le 3<sup>e</sup> trimestre a marqué la fin d'une récession qui aura duré cinq trimestres, avec une croissance de +0,4 % du PIB. Cette évolution favorable est en bonne partie liée à la fin du déstockage des entreprises qui a été massif au moment de l'éclatement de la crise fin 2008.

En France, la fin d'une récession qui n'aura duré que deux trimestres remonte au 2<sup>e</sup> trimestre 2009 avec une croissance du PIB de +0,3 %. Au 3<sup>e</sup> trimestre, la hausse du PIB (+0,3 %) a tiré profit d'une évolution des stocks qui ne pèse plus sur l'activité, et de la montée en charge des mesures de relance.

La résistance de la consommation française, qui n'a jamais diminué d'un trimestre à l'autre depuis le début de la crise, distingue notre pays au sein des pays développés. Elle est en partie liée aux mesures ciblées mises en œuvre dans le courant de l'année et qui ont continué de soutenir le pouvoir d'achat des ménages (+0,6 %, après +1,1 % au 2<sup>e</sup> trimestre).

Les mesures de relance ont aussi eu une influence sensible sur la production manufacturière qui a enregistré un rebond de +3,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre. La prime à la casse a contribué à relancer le secteur automobile avec près de 2,3 millions de voitures immatriculées en 2009, soit 11 % de plus qu'en 2008. La production automobile a aussi bénéficié d'un renouvellement des gammes.

La situation de l'emploi reste dégradée à cause de la crise. Néanmoins, la hausse mensuelle moyenne du nombre d'inscrits à Pôle emploi a été quatre fois moins importante depuis le printemps qu'au 1<sup>er</sup> trimestre (+22 800 vs +81 200 respectivement). En novembre, le nombre de demandeurs d'emploi est presque stable (+3 100). Le chômage des jeunes s'est aussi globalement stabilisé depuis le mois de mai, grâce notamment à la relance de l'apprentissage permise par le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes.

---

<sup>1</sup> Les prévisions présentées ici ont été finalisées à partir d'informations disponibles jusqu'au 11 janvier 2010.

**Comme dans le PLF initial, les prévisions pour 2010 tablent sur une amélioration graduelle de l'environnement international.** Le commerce mondial se redresserait progressivement, sans effacer les pertes d'échanges liées à la crise (+7,9 % en 2010 après -12,8 % en 2009). Les pays asiatiques continueraient de tirer profit des mesures de relance prises en Chine, dont la croissance pourrait à nouveau dépasser 10 % en 2010. L'activité américaine serait soutenue surtout par la demande publique et la politique monétaire. Le rythme de redressement de la consommation et de l'investissement privés reste difficile à prévoir et ne sera pas nécessairement vigoureux. Dans la zone euro, la sortie de crise devrait être graduelle. La hausse de l'activité demeurerait contenue en 2010 à +1,1 %.

Au total, la demande mondiale adressée à la France augmenterait graduellement de +5,5 % en 2010, après une chute de -13 % en 2009. Son évolution reflète la rémanence des effets de la crise financière de 2008 sur la croissance mondiale en 2010.

**En France, le PIB augmenterait de +1,4 % en 2010 – hypothèse de croissance retenue dans le Projet de loi de finances rectificative.** La révision à la hausse de la croissance en 2010 par rapport au Projet de loi de finances initial reflète en bonne partie l'absence de matérialisation de risques potentiellement baissiers à l'automne dernier, notamment sur la demande intérieure.

La **consommation** totale des ménages continuerait, en moyenne, à progresser modérément. En moyenne annuelle, elle augmenterait de +1,4 % en 2010, une prévision cohérente avec le profil trimestriel de consommation prévu par l'Insee dans sa dernière Note de conjoncture.

**L'investissement des entreprises** se stabiliserait en 2010 (+0,6 % après -7,6 % en 2009). Le désendettement en cours et un niveau encore modeste des carnets de commandes ne permettent pas, à ce stade, d'anticiper un redémarrage vigoureux de l'investissement privé à l'horizon 2010.

Dans le cadre des mesures de relance, des **investissements publics** continueront à être mis en œuvre en 2010. Au total, le volume d'investissements publics serait pratiquement stable, à un niveau élevé (-0,3 % en 2010 après +4,3 % en 2009).

Le **déstockage** consécutif à la crise est parvenu à son terme au 3<sup>e</sup> trimestre 2009. Comptablement, il devrait contribuer favorablement à la croissance (à hauteur de +0,5 % en 2010, après -1,7 % en 2009).

Dans le sillage du redressement graduel des échanges mondiaux à partir de l'automne dernier, le commerce extérieur ne devrait pas peser sur la croissance en 2010. Le Gouvernement retient l'hypothèse d'un euro gelé en prévision à 1,48\$ et d'un baril de Brent à 77\$.

**L'inflation** devrait rester modérée en 2010 (+1,2 % en moyenne annuelle, après +0,1 % en 2009). La situation des marchés des biens et du travail ne laisse pas anticiper une résurgence rapide de tensions inflationnistes. Les salaires, dans le secteur marchand, n'accéléreraient guère en termes nominaux (+1,9 %, après +1,8 % en 2009) et ils se tasseraient en termes réels.

L'orientation encore défavorable du **marché du travail** ne devrait pas s'inverser rapidement en 2010, en lien avec le décalage habituel entre les évolutions de l'activité et celles de l'emploi. Néanmoins, au vu des évolutions de l'emploi fin 2009, le gouvernement est fondé à réviser légèrement ses prévisions dans un sens favorable par rapport au PLF initial. Les destructions d'emplois salariés dans les secteurs marchands devraient atteindre 453 000 en 2009 mais sur le champ plus large de l'emploi salarié total, qui inclut notamment les contrats aidés, le repli de l'emploi serait ramené à 373 000 en 2009. En 2010, les destructions

d'emplois salariés dans les secteurs marchands pourraient ne pas dépasser 120 000 ; sur le champ plus large de l'emploi salarié total, elles seraient ramenées à 71 000.

La dégradation de l'emploi liée à la crise est moins intense en France que chez la plupart de nos voisins. Le nombre de chômeurs en France, mesuré en données comparables au niveau international, est supérieur de 21 % en novembre 2009 à son niveau de mai 2007. Sur la même période, il a plus que doublé aux États-Unis (+124 %) et en Espagne (+154 %). La hausse atteint 34 % dans la zone euro. La crise est liée, dans certains pays, à des problèmes nationaux (secteurs immobilier et bancaire) qui n'existent pas avec la même ampleur en France. En Allemagne, la dégradation de l'emploi est plus récente et moins intense en lien avec des dispositifs puissants d'indemnisation de l'activité partielle – lesquels ont été sensiblement renforcés en France par le gouvernement en 2009.

Les gains de **pouvoir d'achat** des ménages résisteraient en 2010 au retour à des niveaux normaux et modérés de l'inflation après la stagnation des prix en 2009.

Ils atteindraient 1,7 % en 2010 (après +2,2 % en 2009) et tireraient profit, par rapport à l'année dernière, d'une évolution de l'emploi moins dégradée.

Enfin, les conditions d'exploitation, la situation financière et la compétitivité des entreprises s'amélioreraient en 2010 à la faveur de la prolongation du remboursement anticipé des créances dues au titre du Crédit d'impôt recherche et, surtout, de la suppression de la taxe professionnelle.

### **Prévisions économiques 2009-2010**

<i>(Taux de variation en volume, sauf indication contraire)</i>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>PIB en France</b>	<b>-2,25</b>	<b>+1,4</b>
Demande mondiale de biens adressée à la France	-13,0	+5,5
Consommation des ménages	+0,7	+1,4
Indice des prix à la consommation en France	0,1	1,2
Gains de pouvoir d'achat des ménages	+2,2	+1,7
Masse salariale en valeur (secteur marchand non agricole)	-0,8	+0,3
Croissance du PIB aux États-Unis	-2,5	+2,0
Croissance du PIB en zone euro	-4,0	+1,1
Croissance du PIB en Allemagne	-4,8	+1,8
Taux de change EUR/USD (moyenne annuelle)	1,40	Gel à 1,48\$
Prix du Brent (moyenne annuelle)	62	Gel à 77\$

## LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE CADRAGE ÉCONOMIQUE

(taux de variation en volume, sauf indications contraires)	2009	2010
<b>Environnement international</b>		
Taux de croissance du PIB aux Etats-Unis	-2,5	2,0
Taux de croissance du PIB dans la zone euro	-4,0	1,1
Taux de croissance du PIB en Allemagne	-4,8	1,8
Prix du baril de brent (en \$)	62	77
Taux de change euro/dollar	1,40	1,48
<b>Économie française</b>		
PIB total (en milliards d'euros)	1925,0	1973,6
Variation en volume (en %)	-2,25	1,4
Variation en valeur (en %)	-1,3	2,5
Pouvoir d'achat du revenu disponible <sup>1</sup>	2,2	1,7
Dépenses de consommation des ménages	0,7	1,4
Investissement des entreprises	-7,6	0,6
Exportations	-11,1	3,7
Importations	-9,9	3,6
Prix à la consommation		
> Prix hors tabac (moyenne annuelle)	0,1	1,2
> Prix à la consommation (moyenne annuelle)	0,1	1,2
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (milliards d'euros)	-42,4	-45,0
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) <sup>2</sup>	-7,9	-8,2

(1) Déflaté par le déflateur de la consommation des ménages.

(2) Capacité de financement au sens de Maastricht.

---

## LE SOLDE BUDGÉTAIRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2010

---

Le déficit prévu pour 2010 est revu à 149,2 milliards d'euros dans le projet de loi de finances rectificative (contre 117,4 milliards d'euros prévus dans la loi de finances initiale). L'évolution du déficit budgétaire (-31,9 milliards d'euros) est due, pour l'essentiel, à :

- l'incidence de l'ouverture des crédits destinés à financer, dans le cadre de l'emprunt national, les investissements d'avenir (35 milliards d'euros).
- la réactualisation des prévisions de recettes, notamment au regard des données de l'exécution budgétaire en 2009 et de la réactualisation de la prévision de croissance économique en 2010 (3,1 milliards d'euros) ;

### 1. 35 MILLIARDS D'EUROS DE CRÉDITS OUVERTS EN COLLECTIF

Les ajustements de crédits proposés dans le projet de loi de finances rectificative traduisent la double incidence :

- de l'ouverture de 35 milliards d'euros de crédits destinés à financer les investissements d'avenir annoncés par le Président de la République, à la suite de la remise du rapport confié à la commission coprésidée par M. Rocard et A. Juppé ;
- du financement sur le budget de l'État de la compensation à la sécurité sociale du coût intégral des mesures d'exonération de cotisations sociales des travailleurs occasionnels dans le secteur agricole. Ces ouvertures de crédits sont strictement compensées sur le budget général.

#### ***Financement des investissements d'avenir***

35 milliards d'euros de crédits sont ouverts sur des programmes budgétaires spécifiques pour financer des investissements d'avenir ciblés sur quatre priorités stratégiques (voir fiches dans le dossier) : 34 milliards d'euros sur le budget général et 1 milliard d'euros sur des comptes de prêts.

Pour neutraliser l'impact de la charge d'intérêt en 2010 de l'emprunt qui sera levé sur les marchés pour financer ces investissements (22 milliards d'euros après prise en compte de 13 milliards d'euros de remboursements des banques), **500 millions d'euros de crédits sont annulés sur les budgets des ministères.**

#### ***Financement des exonérations de charges sociales dans le secteur agricole***

Le projet de loi de finances rectificative propose de moderniser le dispositif d'exonération de charges sociales des travailleurs occasionnels dans le secteur agricole, conformément aux annonces faites par le Président de la République le 27 octobre dernier à Poligny (Jura).

Cette réforme vise l'objectif de dissuader le travail clandestin et de réduire les distorsions de concurrence, par une exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'emploi de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi dans les différentes filières agricoles, jusqu'à un seuil de rémunération supérieur de 150 % au smic mensuel.

Cette mesure représente un coût estimé à 168 millions d'euros en 2010, qui est intégralement financé par des annulations de crédits supplémentaires sur les budgets des ministères.

Le projet de loi de finances rectificative prévoit, par ailleurs, de clarifier le financement de ces exonérations de cotisations sociales, dont le coût était jusqu'à présent pris en charge par la sécurité sociale. 291 millions d'euros de crédits sont ainsi ouverts en complément sur le budget du ministère de l'agriculture, en contrepartie de la réaffectation au budget de l'État d'un même montant du produit des droits sur le tabac. Cette opération est globalement neutre sur le budget de l'État.

## **2. DES RECETTES REVUES À LA HAUSSE DE 3,1 MILLIARDS D'EUROS**

Les prévisions de recettes sont revues à la hausse de 3,1 milliards d'euros :

- de 2,1 milliards d'euros sur les recettes fiscales ;
- de 1 milliard d'euros sur les recettes non fiscales, compte tenu de l'encaissement d'une recette exceptionnelle faisant suite à un jugement du Tribunal de première instance des communautés européennes (concernant le régime fiscal dérogatoire de France Telecom entre 1994 et 2002).

Outre la réaffectation d'une fraction du produit du droit sur le tabac (0,3 milliard d'euros) citée plus haut, la réévaluation des recettes fiscales traduit surtout trois effets :

### ***La traduction de la censure de certaines dispositions de la loi de finances initiale par le Conseil constitutionnel (-2,2 milliards d'euros)***

Il convient de tirer les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel et de mettre en cohérence les prévisions de recettes avec la législation aujourd'hui applicable : annulation du régime des bénéfices non commerciaux de taxe professionnelle (-0,7 milliard d'euros) et de la taxe carbone (-1,5 milliard d'euros) – sans préjudice du nouveau dispositif qu'il est prévu de mettre en place au 1<sup>er</sup> juillet prochain.

### ***La prise en compte des données de l'exécution budgétaire en 2009 et la révision des prévisions de croissance pour 2010 (+3,6 milliards d'euros)***

Les prévisions sont ajustées en cohérence avec les résultats constatés en 2009 et la révision à la hausse de la croissance prévue en 2010 (+1,4 % contre 0,75 % prévu jusqu'à présent) : notamment +1,9 milliard d'euros sur les recettes d'IS (en raison de meilleurs recouvrements en 2009) et +1,5 milliard d'euros sur la TVA (sous l'effet des meilleures rentrées constatées en 2009 et de l'amélioration de la prévision de croissance).

### ***La régularisation de la situation des évadés fiscaux (+700 millions d'euros)***

Le montant des droits et pénalités à la suite de ces opérations de régularisation est estimé à 700 millions d'euros, répartis, à titre indicatif, de la manière suivante : 350 millions d'euros au titre de l'ISF, 140 millions d'euros au titre de l'impôt sur le revenu et 210 millions d'euros sur les droits de mutation.

---

## LES FINANCES PUBLIQUES ET L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS D'AVENIR SUR LES COMPTES PUBLICS

---

Les investissements d'avenir induisent une augmentation du déficit budgétaire de 35 milliards d'euros en 2010. En revanche, l'incidence des investissements sur le déficit des administrations publiques au sens du traité de Maastricht sera beaucoup plus réduite, compte tenu de la part très importante des opérations se traduisant par l'acquisition d'actifs non classés en dépenses publiques (22 à 25 milliards d'euros, soit 63 à 71 % des crédits) et du décaissement progressif des fonds au fur et à mesure du rythme de sélection des projets. L'incidence sur les déficits publics devrait ainsi être comprise entre 2 et 2,5 milliards d'euros 2010 et les années suivantes.

Compte tenu de cet impact limité, la révision à la hausse des prévisions de recettes fiscales et sociales pour l'année 2009, ainsi que l'amélioration des perspectives de croissance pour 2010 conduisent à des déficits publics de 7,9 points de PIB en 2009 et 8,2 points en 2010, soit une amélioration chaque année de 0,3 point par rapport aux dernières prévisions du Gouvernement.

### 1. L'ANNÉE 2009 S'ACHÈVE AVEC UN DÉFICIT PUBLIC LÉGÈREMENT AMÉLIORÉ PAR RAPPORT AUX DERNIÈRES PRÉVISIONS

Le déficit public au sens du Traité de Maastricht s'élève à 7,9 points de PIB. Trois facteurs d'amélioration du déficit public par rapport à la prévision de septembre (8,2%) doivent être distingués :

**Tout d'abord, l'économie de 2 milliards d'euros sur les dépenses de l'Etat déjà prise en compte dans le collectif de décembre** : hors dépenses de relance, les ajustements de crédits du collectif budgétaire de décembre ont permis de limiter les dépenses à un niveau inférieur de 2 milliards d'euros à l'objectif voté par le Parlement en loi de finances initiale. Cette marge de 2 milliards d'euros ainsi réalisée a été mobilisée pour assurer un remboursement de la dette de l'État à l'égard des organismes de sécurité sociale. Elle ne s'est donc pas traduite par une diminution du déficit budgétaire présenté dans le collectif, mais elle contribue en revanche à l'amélioration du déficit « maastrichtien ».

**Ensuite, l'amélioration de 3 milliards d'euros du déficit budgétaire par rapport au collectif**, liée à un surcroît de recettes fiscales (2,5 milliards d'euros), à des dépenses inférieures de 1 milliard d'euros par rapport aux crédits votés en collectif, et à une dégradation de 0,5 milliard d'euros du solde des comptes spéciaux.

**Enfin, la révision à la hausse de la prévision de recettes sociales pour 1,5 milliard d'euros, liée à une meilleure tenue de la masse salariale** : la nouvelle prévision d'évolution de la masse salariale est de -0,8 % contre -1,3 % précédemment.



## 2. LES INVESTISSEMENTS D'AVENIR AURONT UN IMPACT LIMITÉ SUR LE DÉFICIT ET LA DETTE PUBLICS EN 2010 ET AU-DELÀ

Les 35 milliards d'euros ouverts par le collectif seront financés de deux manières :

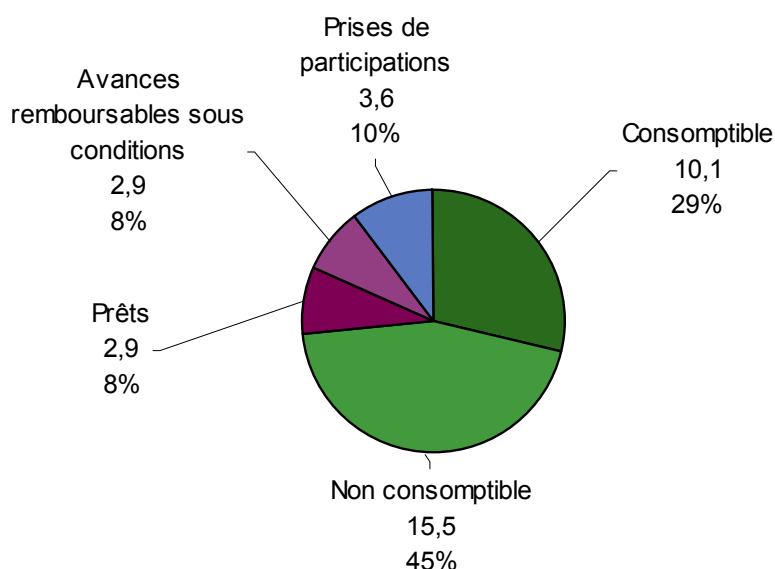
- par le remboursement, à hauteur de 13 milliards d'euros, des sommes prêtées par l'État aux banques afin de renforcer leurs fonds propres au moment de la crise financière ; ce montant, réservé sur le compte du Trésor à la Banque de France, est disponible pour le financement des investissements et n'augmente donc pas la dette publique ;
- par appel aux marchés financiers à hauteur de 22 milliards d'euros, dans le cadre du programme d'émissions à moyen long terme de l'État, pour garantir le coût de financement le plus faible possible.

### a. Incidence sur les déficits publics

Au plan budgétaire, les investissements d'avenir induisent une augmentation du déficit de 35 milliards d'euros en 2010. En revanche, l'incidence des investissements sur le déficit des administrations publiques au sens du traité de Maastricht sera beaucoup plus réduite, compte tenu :

- de la part très importante des opérations se traduisant par l'acquisition d'actifs non classés en dépenses publiques (22 à 25 milliards d'euros, soit 63 à 71 % des crédits) : dotations non consommables, prêts et prises de participation (22 milliards d'euros), auxquels on peut ajouter, sous réserve d'une analyse plus approfondie de leur traitement en comptabilité nationale, les avances remboursables (3 milliards d'euros) ;
- du décaissement progressif des fonds au fur et à mesure du rythme de sélection des projets.

Répartition des crédits par type (en Md€ et en %)





**L'incidence sur les déficits publics devrait ainsi être comprise entre 2 et 2,5 milliards d'euros en 2010 et les années suivantes.**

Cette évaluation ne tient pas compte des recettes futures tirées de ces investissements (intérêts, royalties...).

La charge d'intérêt supplémentaire liée à l'emprunt s'élèvera en 2010 à 500 millions d'euros (évaluation à deux-tiers d'année, compte tenu du décaissement progressif des fonds). Cette charge d'intérêt est compensée par une réduction des dépenses courantes de l'État de même montant, qui participe de la politique volontariste de réduction de cette catégorie de dépenses, mise en œuvre par la révision générale des politiques publiques, qui sera approfondie dans le cadre du prochain budget triennal 2011-2013.

***b. Incidence sur la trésorerie de l'État et la dette publique***

Dans un souci de gestion rigoureuse des deniers publics, les organismes chargés de la mise en œuvre des investissements d'avenir déposeront sur le compte du Trésor les sommes qui leur sont allouées par l'État jusqu'au paiement effectif des dépenses correspondantes. Cette disposition permettra de limiter, pour l'année 2010 et pour les années suivantes jusqu'au terme du processus de dépense, le recours net à l'endettement induit par les dépenses d'avenir.

Afin d'assurer aux bénéficiaires des dotations non consommables les ressources nécessaires à la réalisation de leurs programmes d'investissement ou de recherche, il est prévu que le dépôt sur le compte du Trésor des fonds octroyés par l'État soit rémunéré. Le taux de la rémunération sera fixé, au cas par cas, par les ministres chargés de l'économie et du budget.

L'impact de ces modalités de financement sur l'endettement de l'État en 2010 est de trois ordres :

- en premier lieu, la variation nette de la dette de moyen et long termes (émissions sur les marchés nettes des amortissements) est révisée à la hausse de 22 milliards d'euros pour s'établir à 105 milliards d'euros ;
- à l'inverse, la contribution du remboursement de l'argent prêté aux établissements de crédit (13 milliards d'euros) se traduit par l'utilisation, à hauteur du même montant, de disponibilités déjà existantes sur le compte du Trésor ;
- enfin, le Trésor bénéficiera des sommes obligatoirement déposées par les opérateurs gestionnaires des fonds pour un montant d'environ 30 milliards d'euros ce qui permet de réduire d'autant le besoin d'endettement à court terme de l'État sur les marchés.

Au total, l'incidence des investissements d'avenir sur la dette publique sera limité en 2010 (5 milliards d'euros) et augmentera progressivement, au rythme de décaissement des prêts, avances, prises de participation et de consommation des dotations consommables.

### **3. L'AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2010 VIENT PLUS QUE CONTREBALANCER L'INCIDENCE DU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS D'AVENIR : LE DÉFICIT ET LE RATIO DE DETTE PUBLICS SONT REVUS À LA BAISSÉ POUR L'ANNÉE 2010.**

#### ***a. De meilleures perspectives de croissance conduisent à réviser à la baisse à 8,2 points de PIB le déficit public pour l'année 2010.***

Cette amélioration de 0,3 point de PIB par rapport à la prévision associée au projet de loi de finances pour 2010 s'explique par :

- la prise en compte des dernières informations connues relatives à l'exécution 2009 (+0,2 point) : elle se traduit par un surcroît de recettes fiscales et sociales de 4 milliards d'euros.
- la prise en compte des dépenses d'avenir et de l'impact de la décision du conseil constitutionnel sur la loi de finances initiale (-0,2 point) :
  - l'impact des dépenses d'avenir est évalué entre 2 et 2,5 milliards d'euros ;
  - la décision du Conseil Constitutionnel relative à la censure de la taxe carbone et de la disposition sur le régime particulier des professions libérales dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle implique mécaniquement une perte de recettes globale de 2,2 milliards d'euros pour l'Etat. Néanmoins, conformément aux engagements du Président de la République et du Gouvernement, la prévision de déficit public tient compte de la mise en œuvre d'une nouvelle taxe carbone à mi-année, ce qui réduit la perte de recettes de 750 millions d'euros pour la porter à 1,5 milliard d'euros.
- L'impact de la révision des perspectives de croissance pour 2010 (+0,3 point). La révision à la hausse des prévisions de croissance pour 2010 (1,4 % contre une prévision de 0,75 % associée au projet de loi de finances) se traduira par de meilleures rentrées de recettes fiscales (principalement la TVA) et sociales (cotisations sociales et autres contributions assises sur la masse salariale).

Au total, la prise en compte des dépenses d'avenir et des conséquences de la décision du conseil constitutionnel est plus que compensé par l'amélioration des perspectives de croissance.

#### ***b. Le ratio d'endettement en 2010 bénéficierait de la baisse des déficits publics en 2009 et 2010 et de l'incidence limitée du financement des dépenses d'avenir.***

Le ratio d'endettement des administrations publiques au sens de Maastricht s'établirait à 83,2 points de PIB contre une prévision initiale de 84 points de PIB en loi de finances initiale. Cette évolution résulte, d'une part, de **l'amélioration des perspectives de croissance pour 2010 qui joue positivement à hauteur de 0,4 point de PIB** sur le ratio d'endettement

via l'augmentation du PIB (« effet dénominateur ») et, d'autre part, d'une **révision à la baisse de 0,4 point de PIB de la dette publique** (« effet numérateur »). Cette révision de la dette publique résulte de deux effets distincts :

- la révision des prévisions de déficits publics pour les années 2009 et 2010 conduit à une amélioration mécanique de 0,6 point de PIB de la dette au sens de Maastricht ;
- en sens inverse, le financement des investissements d'avenir a une incidence limitée sur la dette publique, de l'ordre de 0,2 point PIB en 2010 (cf. supra).

---

## INSTAURATION D'UNE TAXE ASSISE SUR LES BONUS ATTRIBUÉS AUX PROFESSIONNELS DES MARCHÉS FINANCIERS

---

En France comme ailleurs, la crise des « *subprimes* » a démontré la nécessité de favoriser la stabilité financière en renforçant la protection des déposants et de mieux encadrer les politiques et pratiques en matière de rémunérations pour dissuader les prises de risque excessives.

Les bonus versés en France et à l'étranger par les banques de crédit et d'investissement françaises ont en effet augmenté régulièrement jusqu'à un niveau maximum de 3,6 milliards d'euros en 2007. Ils ont diminué significativement en 2008 du fait de la crise financière (2 milliards d'euros).

Pour mieux encadrer ce type de rémunération, les chefs d'État et de gouvernement réunis à Pittsburgh au sein du G20 ont décidé de lier les rémunérations à la performance à long terme des opérations réalisées sur les marchés financiers.

La France, qui a joué un rôle actif dans les négociations internationales, a déjà pris une série de mesures visant à mieux réguler les politiques de rémunérations et à transposer en droit français les nouvelles règles du G20 par :

- l'octroi d'une compétence à la Commission bancaire pour vérifier l'adéquation entre politique de rémunération et maîtrise des risques dans le cadre du système de contrôle interne des établissements ;
- la nomination de Monsieur CAMDESSUS en tant que contrôleur des rémunérations dans les banques ayant reçu des fonds de l'État ;
- l'adoption d'un arrêté le 3 novembre 2009 relatif à la transparence des rémunérations des personnels dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exposition aux risques des établissements de crédit et entreprises d'investissement ;
- l'adoption de nouvelles normes professionnelles déclinant de façon opérationnelle les dispositions de l'arrêté.

Afin de compléter ces mesures il est proposé de mettre en place une taxe assise sur les bonus attribués aux professionnels des marchés financiers dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'exposition aux risques de leur entreprise.

Conformément aux engagements du Président de la République, cette taxe viserait à financer le fonds de garantie des dépôts bancaires, à hauteur de 270 millions d'euros.

Elle permettrait ainsi de financer l'augmentation de la garantie des dépôts de 70 000 à 100 000 euros imposée par le droit communautaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Dès lors qu'il s'agit de répondre à un besoin ciblé et exceptionnel de financement du fonds de garantie des dépôts, la taxe ne s'appliquerait qu'aux bonus versés en France au titre des performances de l'année 2009.

Les personnes assujetties à la taxe seraient les établissements de crédit et les entreprises d'investissement établis en France, y compris les succursales de l'Espace économique européen et les pays tiers.

Elle serait assise sur la part variable, supérieure à 27 500 euros, des rémunérations attribuées aux professionnels des marchés financiers en considération de leurs performances individuelles ou collectives et son taux serait de 50 %.